

Edwy Plenel
Pour les
musulmans

La Découverte

Ce livre numérique ne comporte pas de dispositif de cryptage limitant son utilisation, mais il est identifié par un tatouage permettant d'assurer sa traçabilité.

Edwy Plenel

Pour les musulmans

2014



Présentation

« “Il y a un problème de l’islam en France”, n’hésite pas à proclamer le nouvel Académicien Alain Finkielkraut, regrettant même “que l’on abandonne ce souci de civilisation au Front national”. À cette banalisation intellectuelle d’un discours semblable à celui qui, avant la catastrophe européenne, affirmait l’existence d’un “problème juif” en France, ce livre répond en prenant le parti de nos compatriotes d’origine, de culture ou de croyance musulmanes contre ceux qui les érigent en boucs émissaires de nos inquiétudes et de nos incertitudes.

L’enjeu n’est pas seulement de solidarité mais de fidélité. Pour les musulmans donc, comme l’on écrirait pour les juifs, pour les Noirs et pour les Roms, ou, tout simplement, pour la France. »

Edwy Plenel

[Pour en savoir plus...](#)

L’auteur

Journaliste, [Edwy Plenel](#) est cofondateur et président de [Mediapart](#), journal en ligne indépendant et participatif. Il est l’auteur de très nombreux essais et documents dont, très récemment, *Dire non* (Don Quichotte, 2014).

Collection

Cahiers libres

DU MÊME AUTEUR

La République inachevée, Payot, Paris, 1985 ; Biblio, 1999.

La Part d'ombre, Stock, Paris, 1992 ; Folio Actuel, 1994.

Un temps de chien, Stock, Paris, 1994 ; Folio Actuel, 1996.

Les Mots volés, Stock, Paris, 1997 ; Folio Actuel, 1999.

L'Épreuve, Stock, Paris, 1999.

Secrets de jeunesse, Stock, Paris, 2001 ; Folio, 2003.

La Découverte du monde, Stock, Paris, 2002 ; Folio, 2004.

Le Journaliste et le Président, Stock, Paris, 2006.

Procès, Stock, Paris, 2006 ; Folio, 2007.

Chroniques marranes, Stock, Paris, 2007.

Combat pour une presse libre, Galaade, Paris, 2009.

Le Président de trop, Don Quichotte, Paris, 2011.

Le Droit de savoir, Don Quichotte, Paris, 2013 ; Points, 2014.

Dire non, Don Quichotte, Paris, 2014.

Entretiens

L'Affaire Clichy, avec Jean-Pierre Mignard et Emmanuel Tordjman, Stock, Paris, 2006.

Devoirs de vérité, avec François Hollande, Stock, Paris, 2006.

Le 89 arabe, avec Benjamin Stora, Stock, Paris, 2011.

Notre France, avec Farouk Mardam-Bey et Elias Sanbar, Sindbad/Actes Sud, Paris, 2011.

Copyright

© Éditions La Découverte, Paris, 2014.

ISBN numérique : 978-2-7071-8503-7

ISBN papier : 978-2-7071-8353-8

Composition numérique : Facompo (Lisieux), août 2014.

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site www.editionsladecouverte.fr, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Table

Chapitre 1

Chapitre 2

Chapitre 3

Chapitre 4

Chapitre 5

Chapitre 6

Chapitre 7

Chapitre 8

Chapitre 9

Chapitre 10

Pour prolonger

*À Edgar Morin,
qui montre la Voie*

« Chaque homme porte la forme entière de l'humaine condition. »

MONTAIGNE,
Essais (Livre 3, chapitre II, Du repentir).

« La République est envahie par les réactionnaires de tous genres, ils l'adorent d'un brusque et terrible amour, ils l'embrassent pour l'étouffer. »

Émile ZOLA, *Lettre à la France*,
7 janvier 1898.

1.

« Il y a un problème de l'islam en France », ai-je entendu un matin de juin 2014 sur les ondes de la principale radio publique française. Ce n'était pas un propos marginal mais celui du grand témoin du jour, invité de la rédaction pour débiter sans contradicteur l'obsession qui lui tient lieu de pensée. Rien de moins qu'un « souci de civilisation » ce « problème de l'islam », ajouta-t-il, regrettant qu'« on l'abandonne au Front national ». Avec l'autorité morale que lui conférait son statut d'invité de référence, il invitait donc les partis de gouvernement, de gauche comme de droite, à épouser, sans précaution aucune, l'agenda du parti d'extrême droite.

On le sait, le diable se niche dans les détails, ici les hasards du calendrier. C'était en effet un lundi de Pentecôte, cette fête chrétienne qui, cinquante jours après Pâques, commémore la descente du Saint-Esprit sur les apôtres de Jésus de Nazareth, annexant Chavouot, l'une des trois fêtes de pèlerinage du judaïsme, elle-même issue du cycle ancestral des moissons. Or, dans la tradition chrétienne, l'Esprit-Saint prit la forme de langues de feu venues du ciel dans un vent tumultueux qui, en se posant sur chacun des apôtres, les transformèrent en polyglottes, capables de parler toutes les langues de la terre. Bien qu'averti des universalismes dominateurs et oppresseurs qui en ont découlé, comment ne pas entendre dans cette scène du christianisme originel l'écho du divers et du monde, le respect du pluriel et le souci des autres ?

Rien de tel ce matin-là où je n'ai entendu qu'une seule langue, fermée à toutes les autres, langue de rejet et d'exclusion, langue d'une violence inouïe sous son apparente retenue. C'était la langue bienséante des discriminations ; langue de l'ignorance qui, à raison de leur religion, enferme en bloc dans une même réprobation des hommes, des femmes, des enfants, quelles que soient leur diversité et leur pluralité ; langue du préjugé qui fabrique de l'étrange étranger en essentialisant des humanités à cause de leur origine, de leur culture, de leur croyance, de leur appartenance, de leur naissance...

Plus souvent que la vieillesse, la notabilité est un naufrage. Ces honneurs qui masquent des défaites. Ces distinctions qui disent des renoncements. Ce propos aussi détestable que néfaste était en effet d'un académicien, Alain Finkielkraut, tout récemment élu « immortel ». Porte-parole autoproclamé des « Français de souche » contre la menace du « Grand remplacement » théorisée par son complice en régression xénophobe Renaud Camus, l'essayiste n'est pas seulement l'étendard d'une pensée conservatrice, vitupérant contre la modernité sous toutes ses formes. Il est aussi devenu la respectable caution de la plus ordinaire des vulgates racistes, accompagnant une aveugle réduction de la vigilance antiraciste au seul antisémitisme, dont l'abandon apparent suffirait à transformer l'extrême droite en parti fréquentable.

Cependant, il lui est arrivé d'être moins précautionneux, notamment lors des émeutes urbaines de 2005, dont l'enchaînement policier et les causes sociales ont été largement documentés par les journalistes et les chercheurs. Dans une interview à chaud au quotidien *Haaretz*, confirmée par le journal israélien malgré les reculades postérieures de l'interviewé, le futur académicien s'alarmait de voir les « barbares » à nos portes, dénonçant « une révolte à caractère ethnico-religieux ». « L'idée généreuse de guerre contre le racisme se transforme petit à petit monstrueusement en une idéologie mensongère, concluait-il. L'antiracisme sera au XXI^e siècle ce qu'a été le communisme au XX^e. » Sous-entendu, une idéologie criminelle.

Nul hasard si, devant le tollé provoqué par cette déclaration, celui qui n'était alors que ministre de l'Intérieur, et dont l'attitude incendiaire ne fut pas sans incidence sur l'extension des émeutes, s'empressa de venir au secours de cet « intellectuel qui fait honneur à l'intelligence française ». Nicolas Sarkozy installait alors ses refrains contre la « dictature des bons sentiments », formule ô combien bavarde puisqu'elle sonne comme une invite à soutenir un régime des mauvais sentiments, fier de ses détestations et de ses exclusions, moquant la bonté, disqualifiant la générosité. « Un intellectuel incontournable », iront répéter à leur tour les académiciens qui, en 2014, feront l'élection de l'auteur de *L'Identité malheureuse*¹. « L'un de nos plus brillants intellectuels », renchérit pour les approuver Nicolas Sarkozy qui, outre l'accumulation d'affaires judiciaires, restera comme l'inventeur d'un ministère de l'Identité nationale.

L'origine ne protège de rien. Seules les vies font preuve, leur chemin, leur cohérence. Nous avons connu un autre Finkielkraut. C'était il y a bien longtemps quand, en 1980, dans *Le Juif imaginaire*, il lançait un « plaidoyer pour l'indéterminable », invitant à « penser le monde dans sa totalité » plutôt que de le réduire à des identités assignées, à des places déterminées, à des origines immuables, à des nations fermées sur elles-mêmes. Sans doute est-ce l'habituelle tragédie individuelle des quêtes inassouvies de reconnaissance qui, parfois, déchirent minoritaires ou persécutés jusqu'à leurs héritiers : cette lassitude que produit l'inconfort du paria qui ouvre la voie au zèle du parvenu. Lequel parvenu n'en fera jamais assez dans son désir d'être enfin distingué et accepté, au risque de se perdre. De perdre son histoire, sa mémoire, son héritage.

Note du chapitre 1

¹. Les références des ouvrages mentionnés ou cités sont à retrouver p. 131, regroupées sous l'intitulé « Pour prolonger ».

2.

« Il y a un problème de l'islam en France »... D'avoir, une énième fois, entendu ce refrain qui, sans entrave aucune, met la France en guerre contre une religion, l'acclimatant au préjugé, l'accoutumant à l'indifférence, bref l'habituant au pire, m'a donc décidé à écrire ce livre. À cette banalisation intellectuelle d'un discours semblable à celui qui, avant la catastrophe européenne, affirmait l'existence d'un « problème juif » en France, j'ai voulu répondre en prenant résolument le parti de nos compatriotes d'origine, de culture ou de croyance musulmanes contre ceux qui les érigent en boucs émissaires de nos inquiétudes et de nos incertitudes.

Ce sont ceux d'en haut qui, ici, m'importent, tant les passions xénophobes ne sont jamais de génération spontanée, mais toujours suscitées et entretenues par des défaites plus essentielles, des défaites de la pensée. Ceux qui, dans leur confort social, n'ont aucune excuse, de condition ou de voisinage, de misère ou de détresse, à leur aveuglement, fût-il sur le fond impardonnable. Ceux qui devraient éclairer, éduquer, élever ; et non pas abêtir, exciter, énerver. Ceux qui prétendent connaître, assurent réfléchir et veulent diriger ; et que l'époque, ses défis et ses incertitudes, a rendus ignorants, stupides et dangereux. Faute de savoir, de penser et de pouvoir, ils n'ont rien d'autre à proposer qu'une passion mortifère sous couvert d'une obsessionnelle islamophobie : la triste passion de l'inégalité, des hiérarchies et des discriminations. Passion ravageuse qui, au bout du compte, n'épargnera personne tant elle en vient, inéluctablement, à trier, séparer et sélectionner parmi notre commune humanité. Passion régressive et destructrice qui mine et ruine l'espérance d'émancipation, dont l'égalité des droits a toujours été le moteur.

Il fallut la catastrophe européenne de deux guerres mondiales et de leurs crimes contre l'humanité pour qu'on inscrive, à l'article 1^{er} du Préambule de la Constitution française – celui de la IV^e République, maintenu par la V^e –, ceci, qui vaut toujours : « Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. » C'est cette promesse, cette sagesse douloureusement acquise, qui est aujourd'hui en péril dans l'habitude aux détestations, discriminations, exclusions, rejets, violences, etc., qui s'installe en France avec la banalisation des discours et des actes antimusulmans.

En 2013, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH) évoquait une « flambée de violence » dans son rapport annuel sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Et, dans cette flambée, la montée de l'intolérance antimusulmane et de la polarisation contre l'islam était la donnée la plus constante, la plus ancrée. « Si on compare notre époque à celle de l'avant-guerre, on pourrait dire qu'aujourd'hui le musulman, suivi de près par le Maghrébin, a remplacé le juif dans les représentations et la construction d'un bouc émissaire », commentaient les sociologues et politologues sollicités par la Commission.

Un an plus tard, en 2014, la même CNCDDH haussait le niveau de son alerte, en observant la résurgence en France d'un « racisme brutal, biologisant, faisant de l'étranger un bouc émissaire », accompagné d'une forte hausse des actes antimusulmans. Nul hasard si le recul, constant depuis lors avec une perte de douze points en quatre ans, de l'indice global de tolérance de la société française mesuré par la Commission

remonte à 2009, année du prétendu débat sur l'identité nationale, consécration de deux années de contre-pédagogie sarkozyste. Racisme et xénophobie ne sont pas de génération spontanée, mais le produit d'une politique qui s'y abandonne. « La manière dont on parle des immigrés et des minorités, la rapidité à les défendre et à lutter contre les propos xénophobes sont essentielles pour empêcher les individus de (re)basculer dans les préjugés », soulignait ce rapport annuel de 2014 qui, surtout, s'alarmait de la banalisation de l'islamophobie, sous couvert de combat soi-disant laïque.

« Le racisme a subi un profond changement de paradigme dans les années postcoloniales, avec un glissement d'un racisme biologique vers un racisme culturel », observait la CNCDH. « Se cachant derrière ce nouvel habillage, le terme d'"islamophobie" a été utilisé par les groupes politiques pour fédérer un électorat plus large et revendiquer le droit d'exprimer sa détestation de la religion musulmane et du musulman. Plus inquiétant encore, une certaine frange radicale franchit le pas du discours aux actes. Selon eux, l'islamophobie relèverait de la liberté d'opinion et d'expression et, à ce titre, les manifestations de haine qu'elle inspirerait, que ce soit à l'encontre du culte musulman ou de ses croyants, ne sauraient tomber sous le coup de la loi pénale. Suivant ce dangereux raisonnement, l'agression d'une femme voilée ne serait qu'un acte de militantisme contre une pratique jugée comme une forme d'oppression à l'égard des femmes. »

Se dressant contre cette dérive infernale, la CNCDH a donc souhaité « nommer ce que l'on dénonce et souhaite combattre ». L'islamophobie donc, c'est-à-dire ce phénomène visant l'islam et les musulmans, et se manifestant « à travers des opinions et des préjugés négatifs, souvent à la source de rejets, d'exclusions et de discriminations, des propos injurieux ou diffamatoires, des incitations à la haine, des dégradations de biens porteurs d'une valeur symbolique, et parfois même des agressions ».

Il faut donc hausser la voix puisque ces mises en garde institutionnelles n'ont pas su empêcher la propagation du préjugé antimusulman sur les ondes de Radio France ou sur les sièges de l'Académie française. Hausser la voix non seulement en défense des musulmans mais de toutes les autres minorités que cette accoutumance à la détestation de l'Autre met en danger, expose et fragilise. Les crimes antisémites, les agressions négrophobes, les violences anti-Roms qui ont nourri, ces temps derniers, la chronique d'une intolérance meurtrière ne sont pas dissociables de la tolérance croissante pour des discours quotidiens ou des actes ordinaires de discrimination et d'exclusion envers les musulmans de France.

Le racisme est une monstrueuse poupée gigogne qui, une fois libérée, n'épargne aucune cible. Or c'est par le détour de sa banalisation envers les musulmans, sous couvert d'un rejet de leur religion, qu'il s'est de nouveau installé à demeure, redevenu admissible. Tolérable, respectable et fréquentable. L'actuelle extension du domaine de la haine dont nous sommes les témoins atterrés a pour ressort cette diffusion bienséante d'un racisme antimusulman, qui occupe la place laissée vacante par la réprobation, heureusement mais tardivement conquise, qui frappe l'antisémitisme.

Depuis la fin des années 2000, explique la chercheuse et historienne Valérie Igounet, auteure d'un livre de référence sur le parti d'extrême droite, « l'ennemi du Front national n'est plus le juif mais le Français musulman ». « Le marqueur islamophobe supplante celui de l'antisémitisme, a-t-elle précisé dans un entretien à *Mediapart*. Le message est recontextualisé et peut être véhiculé par ces quelques mots : le danger islamiste s'oppose aux valeurs laïques prônées par notre pays et fondements de la République française. C'est également une façon de contourner la législation antiraciste : parler de l'islam est une manière de parler de l'immigration sans tomber sous le coup de la loi. »

Le piège est grossier, mais il fonctionne, hélas. L'extrême droite n'a aucunement modifié son fonds de commerce, celui des peurs et des haines attisées, celui des boucs émissaires désignés. Mais elle a changé de cible, avec l'intuition que, dans la confusion des temps et le trouble des esprits, un mouvement

xénophobe obtiendrait droit de respectabilité s'il prenait ses distances avec l'antisémitisme. C'était « la chose à faire sauter », confiait à la chercheuse Louis Aliot, le vice-président du Front national. « La dédiablement ne porte que sur l'antisémitisme », précisait-il sans ambages. « En distribuant des tracts dans la rue, le seul plafond de verre que je voyais, ce n'était pas l'immigration ni l'islam. D'autres sont pires que nous sur ces sujets-là. C'est l'antisémitisme qui empêche les gens de voter pour nous. Il n'y a que cela. À partir du moment où vous faites sauter ce verrou idéologique, vous libérez le reste. »

Le reste donc, tout ce reste que nous laissons dire et agir, en abandonnant ses cibles au silence, à l'indifférence et à l'invisibilité. Le temps est compté, et nous ne pourrions pas dire que nous n'avons pas été prévenus. Notre pays est aujourd'hui devenu une exception européenne avec une extrême droite installée au centre du débat public au point de se préparer à la conquête du pouvoir, une droite en décomposition morale, frappée d'égaré idéologique et d'affairisme financier, et une gauche en capitulation, minoritaire comme jamais, divisée plus que jamais, égarée plus encore. Ailleurs en Europe, notamment en Grèce, en Espagne ou en Italie, la crise financière, économique, sociale, écologique, européenne, etc. fait surgir des alternatives diverses et nouvelles, donnant corps à l'affrontement aussi nécessaire qu'inévitable des progrès réinventés et des peurs attisées. La France, elle, fait place vide, offrant une revanche inespérée aux idéologies inégalitaires qui, à l'abri de la crispation identitaire, ont ravagé notre continent au siècle dernier.

Pour la première fois depuis leur défaite de 1945, qui obligea la droite française à se convertir à la République, désormais constitutionnellement proclamée « démocratique et sociale », les voici durablement sorties de leurs habituelles marges minoritaires, imposant à tout le reste du champ politique l'hégémonie de leur vieille rhétorique : l'identité contre l'égalité. L'ordre figé de l'une contre le mouvement créateur de l'autre. Une identité de fermeture et d'exclusion contre une égalité d'ouverture et de relation ; l'exacerbation du national contre la fraternité du social ; la hiérarchie des origines, apparences et appartenances, croyances et cultures, contre l'horizon des droits et des possibles pour toutes et tous, sans cesse à renouveler, toujours à conquérir.

Sous le prétexte d'une protection contre l'étranger, menace extérieure qui, inévitablement, prend le visage de l'ennemi intérieur (le juif hier, le musulman – ou, indistinctement, l'Arabe – aujourd'hui), cette idéologie de la préférence prétendument nationale propose ce bonheur vénéneux de rejeter ensemble, y compris la France telle qu'elle est et telle qu'elle vit. En vérité, elle n'est que l'alibi de dominations perpétrées et renforcées : quand les opprimés se font la guerre au nom de l'origine, les oppresseurs ont la paix pour faire affaire, c'est-à-dire des affaires. Leurs affaires privées au détriment de l'esprit public ; cette course folle à l'accumulation où se creusent, comme jamais, des inégalités proprement insupportables.

Si elle se nourrit à la crise de confiance envers une Europe marchant tête en bas, perdant en légitimité populaire à force de s'identifier à la concurrence économique, cette sombre ascension n'en est pas moins une histoire franco-française, commencée il y a trente ans exactement, en 1984, année de la première percée électorale significative du Front national. À l'époque, l'Union européenne n'existait pas et l'Union soviétique existait encore, la Communauté économique européenne ne comptait que dix membres (avec la Grèce mais sans l'Espagne ni le Portugal) et l'Allemagne n'osait même pas rêver à sa réunification.

Presque ininterrompue depuis, cette progression d'une extrême droite fidèle à son passé ne doit rien à la fatalité mais tout aux politiques qui n'ont cessé de lui faire la courte échelle : ces renoncements opportunistes des partis supposés de gouvernement, à droite et à gauche, concédant à l'extrême droite ses « bonnes questions » sécuritaires et xénophobes pour lui opposer leurs meilleures réponses dont, au bout du compte, la seule efficacité aura été de légitimer les priorités du Front national. Tenants, pour la

plupart, d'une politique de la peur et, pour les plus aveuglés, d'une guerre des civilisations dont les périls sont alourdis par le poids d'un passé colonial jamais vraiment soldé, ces apprentis sorciers mettent en danger notre avenir commun.

Du sort fait aux musulmans de France dépend en effet le nôtre, à tous et à chacun, tant il détient aujourd'hui la clé de notre rapport au monde et aux autres, selon qu'on en dénoue ou qu'on en exacerbe les tensions, selon qu'on apaise par la raison ou qu'on agite par la passion une supposée question musulmane. Selon, en somme, que l'on considère (et qu'on accepte et qu'on respecte) nos compatriotes musulmans dans leur diversité ou qu'on les essentialise en bloc, figeant tout ce qui ressort, peu ou prou, de l'islam dans une menace indistincte qui légitimerait leur exclusion ou leur effacement. Loin de nous protéger, cette réduction des musulmans de France à un islam lui-même réduit au terrorisme et à l'intégrisme est un cadeau offert aux radicalisations religieuses, dans un jeu de miroirs où l'essentialisation xénophobe justifie l'essentialisation identitaire.

Telle est l'alarme que je veux faire entendre, en défense des musulmans, dans la diversité humaine de ce que ce mot recouvre. En défense de toutes celles et de tous ceux qu'ici même, la vulgate dominante assimile et assigne à une religion, elle-même identifiée à un intégrisme obscurantiste, tout comme, hier, d'autres humains furent essentialisés, caricaturés et calomniés, dans un brouet idéologique d'ignorance et de défiance qui fit le lit des persécutions.

L'enjeu n'est pas seulement de solidarité mais de fidélité. À notre histoire, à notre mémoire, à notre héritage. Pour les musulmans donc, comme l'on écrirait pour les juifs, pour les Noirs ou pour les Roms, mais aussi pour les minorités et pour les opprimés. Ou, tout simplement, pour la France.

3.

Confondre une entière communauté – d’origine, de culture ou de croyance – avec les actes de quelques individus qui s’en réclament ou s’en prévalent, c’est faire le lit de l’injustice. Et laisser s’installer ces discours par notre silence, c’est habituer nos consciences à l’exclusion, en y installant la légitimité de la discrimination et la respectabilité de l’amalgame. Au xx^e siècle, la tragédie européenne nous a appris la fatalité de cet engrenage, dans l’acceptation passive de la construction d’une question juive. Ne serait-ce que parce que nous avons la responsabilité de cet héritage, nous refusons de toute notre âme cette insidieuse et insistante construction contemporaine d’une question musulmane.

Car aurions-nous oublié le meilleur de nous-mêmes ? Ce sursaut des consciences françaises qui est resté comme l’alarme prophétique dont l’écho, s’il a dans l’instant sauvé un homme et une nation, n’a pas su, hélas, empêcher la catastrophe du génocide ? Cette défense, à travers la cause d’un individu, Alfred Dreyfus, d’un peuple, le peuple juif, auquel on l’identifiait, au carrefour d’une origine, d’une culture et d’une religion ? Ce refus non seulement de l’injustice d’État dont le capitaine était victime, mais de l’antisémitisme ordinaire et quotidien, par lequel se construisait et s’installait une haine de l’Autre inconsciente d’elle-même, dans l’essentialisation aveugle d’un groupe humain, assigné à des caricatures, préjugés et fatalités ?

Ce fut hier une histoire de presse, comme, aujourd’hui, la question de l’islamophobie engage en priorité la responsabilité des médias, tant y sont diffusées, banalisées sous la forme d’évidences, les représentations qui construisent la stigmatisation d’une population d’hommes, de femmes et d’enfants, au prétexte de leur identité religieuse, spirituelle ou communautaire. Si la profession de journaliste a gardé en mémoire le fameux *J’accuse...* ! par lequel, dans *L’Aurore* du 13 janvier 1898, Émile Zola prend la défense du capitaine Dreyfus, alors enfermé depuis le 14 avril 1895 à l’île du Diable, au bagne de Cayenne, en Guyane, sous une accusation mensongère et falsifiée d’espionnage, elle ne se souvient plus de ce qui l’a précédé – et qui, en fait, marque le véritable basculement de l’écrivain, jusqu’alors indifférent à la cause.

Il s’agit d’un article paru un an et demi plus tôt, le 16 mai 1896, dans *Le Figaro*, quotidien peu suspect de radicalité et d’audace, dont Zola était devenu l’une des signatures réputées en 1880. Depuis le succès de *L’Assommoir* (1876), l’écrivain est une personnalité respectable et respectée, chevalier (1888), puis officier (1893) de la Légion d’honneur, président de la Société des gens de lettres, candidat à l’Académie française, bref un homme menacé par « tous les périls de l’argent et de la gloire », comme l’écrira l’historien Henri Guillemin.

Le voici donc qui va renoncer à ce capital illusoire, lui préférant l’éternité des principes en se mettant à dos tous les bien-pensants du moment. Et l’acte décisif de cette rupture sera cet article de 1896, où le nom de Dreyfus n’est pas une seule fois mentionné mais dont le propos amènera les premiers dreyfusards, notamment le journaliste Bernard Lazare, à contacter Zola pour le rallier à leur cause.

Il s’intitule, tout simplement *Pour les Juifs* – avec une lettre capitale – et il suffit de remplacer, dans ses premières lignes, le mot « juifs » par celui de « musulmans » pour entendre la résonance avec notre époque : c’est un cri de colère contre un sale climat.

« Depuis quelques années, écrit d'emblée Zola, je suis la campagne qu'on essaie de faire en France contre les Juifs, avec une surprise et un dégoût croissants. Cela m'a l'air d'une monstruosité, j'entends une chose en dehors de tout bon sens, de toute vérité et de toute justice, une chose sotte et aveugle qui nous ramènerait à des siècles en arrière, une chose enfin qui aboutirait à la pire des abominations, une persécution religieuse, ensanglantant toutes les patries. Et je veux le dire. »

Zola s'adresse explicitement aux siens, comme sans doute nous le faisons ici tant la question musulmane divise nos propres lecteurs, parfois même nos proches. Il évoque, d'ailleurs, ces « amis à moi » qui « disent qu'ils ne peuvent pas les souffrir ». Comme d'autres, aujourd'hui, autour de nous, ne supportent pas l'affirmation publique d'une foi ou d'une identité musulmanes. Comme d'autres, de nos jours, font de l'islam le « problème » de la France, son enjeu de « civilisation ».

Sa cible n'est donc pas le préjugé populaire mais cet antisémitisme mondain et parisien qu'il croise dans les salons. Celui qui donne crédit à Édouard Drumont, l'auteur de *La France juive*, ce livre abject publié à compte d'auteur chez Flammarion en 1886, et devenu un best-seller après un lancement soutenu par... *Le Figaro*. Celui qui ne s'offusque guère quand, dans son journal *La Libre Parole*, créé en 1892 pour mener une guerre paranoïaque à « la juiverie cosmopolite » et sous-titré « La France aux Français ! », le même Drumont accompagne sa dénonciation du « traître » Dreyfus d'une manchette judéophobe : « À bas les Juifs ! » Celui qui fait dire, à Drumont toujours, sur le registre de l'évidence : « L'antisémitisme est admis par tous ceux qui pensent. »

Les interpellant, Émile Zola s'efforce de démonter leurs préjugés, et le principal d'entre eux, celui qui, sur fond de vieil antijudaïsme chrétien – « nos dix-huit cents ans d'imbécile persécution », écrit-il –, fut la matrice de l'antisémitisme moderne : le reproche fait aux juifs d'être un peuple à part dont le ressort serait l'« amour de l'argent ». Préjugé auquel la déraison antisémite ajouta ensuite l'assimilation du judaïsme au bolchevisme, de l'être juif à la menace communiste, sans patrie ni frontière. Le Capital d'un côté, le Communisme de l'autre, dans tous les cas les juifs comme cause des malheurs du monde. De même qu'aujourd'hui, entre argent et terrorisme, richesse de régimes obscurantistes et violence de radicaux intégristes, les musulmans de France sont embarqués dans une réprobation universelle, rendus coupables de méfaits et de crimes qui leur sont lointains et étrangers, par simple délit d'appartenance, d'origine ou de croyance.

Décrivant le mécanisme de ce rejet global, où les individus sont niés et les singularités figées, Zola synthétise l'argumentaire par lequel se rend acceptable un racisme dont les cibles peuvent toujours varier selon les époques, les contextes et les circonstances. « Les Juifs, résume-t-il, sont accusés d'être une nation dans la nation, de mener à l'écart une vie de caste religieuse et d'être ainsi, par-dessus les frontières, une sorte de secte internationale, sans patrie réelle, capable un jour, si elle triomphait, de mettre la main sur le monde. » Où l'on retrouve nos fantasmes d'aujourd'hui sur l'« ennemi intérieur » qu'installerait à demeure un islam menaçant, indistinctement identifié à nos compatriotes musulmans, par leur culture ou leur religion. Un islam de violence et de puissance, de terreur et de finance, d'intolérance et de conquête dont ils seraient en bloc comptables.

« Qu'il y ait, entre les mains de quelques Juifs, un accaparement douloureux de la richesse, c'est un fait certain », rétorque Zola. « Mais le même accaparement existe chez des catholiques et chez des protestants. Exploiter les révoltes populaires en les mettant au service d'une passion religieuse, jeter surtout le Juif en pâture aux revendications des déshérités, sous le prétexte d'y jeter l'homme d'argent, il y a là un socialisme hypocrite et menteur, qu'il faut dénoncer, qu'il faut flétrir. » En somme, l'écrivain refusait ce premier pas du rejet de l'Autre qui consiste à le figer hors de toute histoire, de toute contradiction et de tout pluralisme, bref à lui dénier sa liberté.

Mais Zola allait encore plus loin, avec cette lumineuse prescience de ceux qui savent se mettre à la place de l'autre. Aussi entrevoyait-il cette prophétie autoréalisatrice qui est au ressort pervers de la persécution, l'alimentant et la justifiant en retour : ce fait qu'elle suscite parmi ses victimes, logiquement et légitimement, leur propre distance, leurs refus et leurs révoltes, leur résistance en somme, un entre-soi de fierté ou de colère pour faire face aux stigmatisations et aux exclusions, les affronter et les surmonter. « On finit par créer un danger, en criant chaque matin qu'il existe, avertit Zola. À force de montrer au peuple un épouvantail, on crée le monstre réel. »

Or ce que défend d'abord cet épouvantail, c'est notre propre aveuglement : le refus d'assumer nos responsabilités. « Les Juifs, tels qu'ils existent aujourd'hui, sont notre œuvre, l'œuvre de nos dix-huit cents ans d'imbécile persécution », insiste Zola, tout comme nous affirmons, aujourd'hui, que la situation faite aux musulmans de France n'est pas dissociable de la longue durée de nos dominations coloniales. « On les a frappés, injuriés, abreuvés d'injustices et de violences, poursuit l'écrivain, et rien d'étonnant à ce qu'ils gardent au cœur, même inconsciemment, l'espoir d'une lointaine revanche, la volonté de résister, de se maintenir et de vaincre. »

Ce *Pour les Juifs* de Zola se termine par un appel vibrant à l'« unité humaine », un sursaut d'humanité contre les « malfaiteurs sociaux » dont le « borbier » n'est « que passion religieuse et qu'intelligence déséquilibrée ». « Désarmons nos haines, lance-t-il, aimons-nous dans nos villes, aimons-nous par-dessus les frontières, travaillons à fondre les races en une seule famille, enfin heureuse ! (...) Et laissons les fous, et laissons les méchants retourner à la barbarie des forêts, ceux qui s'imaginent faire de la justice à coups de couteau. »

Dès lors, le destin de l'écrivain est joué. L'Affaire ne le quittera plus, entraînant en 1898 un exil londonien de près d'une année après sa condamnation à de la prison ferme pour son *J'accuse... !*, puis sa mort en 1902, asphyxié durant son sommeil dans son appartement parisien, victime selon toute probabilité d'une malveillance criminelle. Le transfert en 1908 de ses cendres au Panthéon, où la patrie honore ses grands hommes, ne saurait faire oublier l'extrême violence qui a accueilli sa courageuse transgression et qui, le jour du Panthéon, s'exprimera encore par une tentative d'assassinat contre Alfred Dreyfus, cible d'un coup de feu tiré par un journaliste antidreyfusard.

« Je trouvais lâche de me taire », écrira simplement Zola à son épouse, à la veille de partir en campagne contre « un poison caché qui nous fait délirer tous ». « Ce poison, c'est la haine enragée des juifs, qu'on verse au peuple, chaque matin, depuis des années », écrit-il dans un autre de ses articles, cette façon d'agiter « le spectre de l'étranger » dont il pressent qu'au-delà du crime d'honneur – le mensonge d'État, l'innocent condamné, l'armée dévoyée –, elle ouvre la voie à l'acceptation, muette ou consentante, du crime contre l'humanité.

« Un jour, la France me remerciera d'avoir aidé à sauver son honneur », avait lancé un Zola bravache à ses juges. Des juifs aux musulmans, d'hier à aujourd'hui, il est facile de se rassurer en se disant que l'histoire ne se répète jamais, sinon en farce. Et ainsi de justifier nos silences et nos indifférences. Pour ma part, il me suffit de savoir que cette farce est sinistre et imbécile pour inviter, s'il est encore temps, notre France à s'éviter ce déshonneur.

Car, sur ce continent et dans ce pays, nous savons, d'expérience vécue, que le poison de la discrimination de l'Autre est une machine infernale qui ne s'arrête jamais, et certainement pas à la première de ses victimes désignées. Les monstres libérés par nos temps de transition et d'incertitude, contre lesquels j'ai déjà essayé d'alerter dans *Dire non*, sont des poupées gigognes qui, en nous habituant au rejet des musulmans, nous accoutument à d'autres refus en cascade, dans une quête sans fin des

inégalités et des hiérarchies humaines : les Roms, Tsiganes et Romanichels, toujours ; les juifs de nouveau ; les Noirs encore ; les homosexuels aussi ; voire les femmes, dans un retour primitif à l'inégalité anthropologique.

Toujours aussi clairvoyant, Zola avait pressenti cet engrenage. « On persécute aujourd'hui les juifs, ce sera demain le tour des protestants ; et déjà la campagne commence », écrit-il dans sa *Lettre à la France* parue en brochure le 7 janvier 1898, soit six jours avant le célèbre *J'accuse... !* dans *L'Aurore*. Et c'est alors qu'il ajoute ce constat qui pourrait être d'aujourd'hui : « La République est envahie par les réactionnaires de tous genres, ils l'adorent d'un brusque et terrible amour, ils l'embrassent pour l'étouffer. » Il ne croyait pas si bien dire.

Première expression intellectuelle et politique de l'extrême droite moderne, l'Action française fondée par Charles Maurras dans le sillage de l'affaire Dreyfus n'aura de cesse de perdre la République en opposant l'identité à l'égalité, les passions d'exclusion de l'une aux libertés d'émancipation de l'autre. Rejetant hors de la communauté nationale quatre « États confédérés », soit les juifs, les protestants, les étrangers et les francs-maçons, Maurras appelait de ses vœux un pouvoir fort, vertical et hiérarchique, qu'il identifiait à la monarchie mais pour lequel, sous couvert de pouvoir personnel et autoritaire, une république dévoyée aurait aussi bien fait l'affaire.

« France, si tu ne te méfies pas, tu vas à la dictature », lance encore Zola dans sa *Lettre à la France*. Et dans sa *Lettre à la jeunesse*, qui la précède de quelques semaines, parue le 14 décembre 1897, cet appel : « Ne commets pas le crime d'acclamer le mensonge, de faire campagne avec la force brutale, l'intolérance des fanatiques et la voracité des ambitieux. La dictature est au bout. »

D'une fatigue l'autre, la haine de l'homme finit toujours en rejet de la démocratie.

4.

« Toutes les civilisations ne se valent pas », déclarait début 2012, en pleine campagne présidentielle, un ministre de la République française, évoquant des civilisations « plus avancées » que d'autres ou « supérieures » à d'autres, puis précisant que « ce qui est en cause, c'est la religion musulmane ». Un député de la nation lui a répondu que c'était « une injure faite à l'homme », sur le fumier de laquelle avaient poussé ces « idéologies européennes qui ont donné naissance aux camps de concentration ». Face à l'ignominie proférée par ce ministre, Claude Guéant, ce député, Serge Letchimy, a alors sauvé notre honneur.

Il est des temps de déchéance nationale où l'on en vient à avoir honte non seulement des dirigeants de son pays, mais aussi de cette presse qui, entre suivisme et inconscience, accompagne leur bassesse. C'est ainsi qu'au lendemain de l'intervention à l'Assemblée nationale du député (apparenté PS) de la Martinique et président de son conseil régional, on a pu lire, dans *Le Figaro* (en manchette de Une) et dans *Libération* (en page 12, dans le corps d'un article), le même mot : « dérapage ». « Le dérapage du député Letchimy efface celui de Guéant », écrit le quotidien classé à gauche, tandis que le journal de droite titre : « Le dérapage d'un député PS enflamme la campagne ».

L'incendiaire, ce serait donc l'héritier politique d'Aimé Césaire, leader du Parti progressiste martiniquais. Et son « dérapage », qui effacerait la monstruosité énoncée par Claude Guéant, elle-même réduite à un simple écart de langage, devrait être mis sur le compte de « circonstances atténuantes » (*Libération* toujours) liées, pour reprendre les termes de Pierre Moscovici, alors directeur de la campagne socialiste à la présidentielle, à « sa sensibilité, celle d'un homme qui appartient aux Antilles ». Assigné à son origine, voire à la couleur de peau qui en témoigne, Serge Letchimy était ainsi renvoyé au registre passionnel de l'émotion.

C'est tout le contraire : le premier élu de la Martinique, président de son exécutif régional, a tenu un discours de raison, aussi argumenté que nécessaire, aussi justifié que pertinent. Aucun des deux articles de presse évoqués ne cite précisément la question au Premier ministre de Serge Letchimy, se contentant d'en extraire les mots « nazisme » et « camp de concentration » comme s'il s'agissait de cris, d'injures ou d'insultes lancés dans l'hémicycle parlementaire. Il faut donc commencer par lire le raisonnement développé par le député martiniquais. On comprend alors qu'il n'a fait qu'énoncer les principes qui ont fondé les valeurs démocratiques européennes aux lendemains de la barbarie nazie et du génocide juif.

Interpellant le Premier ministre de l'époque, François Fillon, Serge Letchimy s'adressait en réalité à Nicolas Sarkozy qui avait qualifié, la veille, de « bon sens » la défense d'une hiérarchie des civilisations par le ministre de l'Intérieur, son homme de confiance, devant les extrémistes de droite de l'UNI. Il n'est pas indifférent de souligner que le gouvernement a alors quitté la séance quand l'orateur en vint à évoquer ce « jeu dangereux et démagogique » qui consiste à vouloir « récupérer sur les terres du FN » cette « France obscure qui cultive la nostalgie » de la colonisation. Il n'est pas indifférent non plus de rappeler que cet affront du pouvoir exécutif au pouvoir parlementaire n'a pas de précédent connu depuis... 1898, c'est-à-dire depuis l'affaire Dreyfus, scène inaugurale de l'émergence de l'extrême droite moderne.

« Non, M. Guéant, ce n'est pas du "bon sens", commence le député, c'est simplement une injure qui est faite à l'homme. C'est une négation de la richesse des aventures humaines. C'est un attentat contre le

concert des peuples, des cultures et des civilisations. Aucune civilisation ne détient l'apanage des ténèbres ou de l'auguste éclat. Aucun peuple n'a le monopole de la beauté, de la science du progrès ou de l'intelligence. Montaigne disait : « Chaque homme porte la forme entière d'une humaine condition. » J'y souscris. Mais vous, M. Guéant, vous privilégiez l'ombre. Vous nous ramenez, jour après jour, à des idéologies européennes qui ont donné naissance aux camps de concentration au bout du long chapelet esclavagiste et colonial. Le régime nazi, si soucieux de purification, était-ce une civilisation ? La barbarie de l'esclavage et de la colonisation, était-ce une mission civilisatrice ? »

Serge Letchimy fut ensuite privé de parole par le président de l'Assemblée nationale quand il se mit à évoquer cette « autre France, celle de Montaigne, de Condorcet, de Voltaire, de Césaire ou d'autres encore, une France qui nous invite à la reconnaissance, que chaque homme... ». Or il n'avait fait qu'illustrer lui-même ce qu'a défendu cette France-là, celle qui s'est finalement, et tardivement, accomplie dans l'affirmation politique qui fonde notre République : l'égalité des humanités, quelles que soient leurs origines, leurs races, leurs croyances, leurs cultures, leurs civilisations.

Comme famille intellectuelle, l'extrême droite moderne s'est affirmée puis construite sur la négation de ce principe d'égalité. Quelles que soient ses incarnations partisans, ses variantes nationales ou ses radicalités diverses, son credo fondateur est le refus de l'égalité et son projet politique, la construction d'une hiérarchie. Ou, plutôt, le rétablissement d'une hiérarchie qu'elle juge naturelle et qu'elle oppose à la philosophie républicaine du droit naturel. Hiérarchie entre nationaux, entre citoyens, entre peuples, entre nations, entre cultures, entre races, entre religions, etc.

Et c'est bien à ce credo que l'avènement sous la présidence de Nicolas Sarkozy d'une droite extrême a donné soudain droit de cité, le transformant en opinion légitime. Et c'est ce que son principal collaborateur, Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée avant de devenir ministre de l'Intérieur, a voulu banaliser dans une provocation volontaire, allant jusqu'à disqualifier sous le reproche de « relativisme » l'idéal républicain d'égalité – égalité des droits, des possibles, des libertés, des humanités, etc. « Contrairement à ce que dit l'idéologie relativiste de gauche, pour nous, toutes les civilisations ne se valent pas », avait insisté l'alors ministre d'un ordre républicain devenu celui du désordre inhumain.

Or ce credo inégalitaire est potentiellement meurtrier, et nous le savons, en Europe, d'expérience désastreuse vécue. Et si j'y insiste, au risque de la répétition, c'est que nous ne le répéterons jamais assez, à mesure que ceux qui peuvent en témoigner ne sont plus là pour nous le rappeler. Hiérarchiser les humanités et leurs créations (cultures, religions, civilisations), c'est ouvrir la voie au tri et à la sélection : écarter ce qui est déclaré « moins avancé », sélectionner ce qui est supposé « supérieur », nier l'humanité de ce qui est jugé « inférieur ». Ce n'est certes pas une condition suffisante – il y a encore loin, heureusement, de l'aveuglement idéologique à la politique criminelle –, mais c'est une condition nécessaire : dans la pensée habituée des civilisations supérieures, les peuples européens n'ont-ils pas fini par s'accommoder, avec une impuissance muette ou une complaisance active, des crimes commis contre les inférieurs qu'elles discriminaient ?

C'est bien pourquoi, sous l'effet de l'immédiate conscience de la catastrophe européenne de la première moitié du xx^e siècle, notre Constitution, dans son Préambule de 1946 repris en 1958, avait tenu à préciser le sens de la proclamation originelle contenue dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789. « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », énonce cette dernière quand le Préambule ajoute « sans distinction de race, de religion ni de croyance ». L'égalité donc, toujours et encore, fondée sur le refus d'une distinction hiérarchisant races, religions et croyances, auxquelles la Constitution de 1958 ajoutera l'« origine », précisant aussi que la République « respecte toutes les croyances ».

L'égalité comme principe créateur de libertés et de progrès : le droit commun d'avoir des droits, dans le sillage de la philosophie du droit naturel qui ébranla la tyrannie de monarchies fondées sur une hiérarchie de privilèges qui triait l'humanité dès sa naissance. Tel est le scandale démocratique qu'hier, la droite antirépublicaine, de son cœur conservateur à ses franges fascistes, s'est acharnée à combattre jusqu'à s'épanouir sous le régime de Vichy.

Il fallut sa chute avec celle du nazisme dont il était l'allié, des monceaux de cadavres, deux guerres mondiales et des crimes contre l'humanité, pour obliger cette droite à se convertir à la République, par le détour de la dissidence gaulliste. Or c'est cette conversion qu'a ébranlée et corrompue le sarkozysme : en stigmatisant une religion particulière, l'islam, et la culture musulmane qui lui est associée, en ouvrant ainsi la voie à la persécution ordinaire d'une partie de nos compatriotes, il a contredit la République. Tissant de nouveau les liens qui avaient façonné les droites réactionnaires de l'entre-deux-guerres, cette droite-là a fait droit à l'extrême droite, reprenant ses refrains xénophobes sur les Français qui, « à force d'immigration incontrôlée », ne seraient plus « chez eux » (Claude Guéant, 17 mars 2011), épousant ses obsessions islamophobes sur la religion musulmane dont l'« accroissement du nombre des fidèles » serait un « problème » (du même, 4 avril 2011).

Bien naïfs ceux qui se rassurent à bon compte en pensant qu'elle l'a fait par seul calcul électoral. La vérité, c'est qu'elle y croit vraiment, et que Claude Guéant et ses pareils sont sincèrement convaincus des énormités qu'ils profèrent. Car, si l'antisémitisme qui les unissait s'est quelque peu dissipé sous le poids du crime européen, il reste une affaire toujours en souffrance qui continue de rapprocher droite réactionnaire et extrême droite : la question coloniale. C'est ce fantôme qui continue de rôder, depuis le placard à mémoires inapaisées où il fut enfermé en 1962 avec la faillite de l'empire colonial dans la perdition algérienne, cette guerre aussi sale qu'injuste, de déni des droits du peuple algérien et d'abjection politique par la banalisation de la torture.

Si l'interpellation rationnelle de Serge Letchimy a provoqué ce scandale, c'est parce qu'elle visait précisément ce point, où se joue l'avenir de la France dans sa relation au monde, entre crispation identitaire et nécrose nationale ou bien, comme nous le souhaitons, vérité de son histoire et réconciliation de ses mémoires. L'hystérie politique que le député de la Martinique a obtenue pour seule réponse est un aveu : il frappait juste et disait vrai. Loin de préférer une énormité grossière en associant la négation de l'Autre par le colonialisme et l'anéantissement de l'Autre sous le nazisme, il ne faisait que rappeler la France, notre France, à la conscience lucide de l'engrenage criminel qui a conduit à la catastrophe européenne.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, penser ensemble le colonialisme et le nazisme était une opération intellectuelle logique. Il fallait comprendre comment l'innommable avait pu advenir, ce surgissement de la barbarie au cœur de la civilisation. Comment les sociétés européennes avaient-elle pu accepter leur propre brutalisation criminelle, comment leurs peuples avaient-ils pu être majoritairement indifférents à la destruction des juifs d'Europe, comment leurs élites cultivées avaient-elles pu s'accommoder de la discrimination raciale qui la précéda ?

Dès 1951, dans son livre pionnier *Les Origines du totalitarisme*, la philosophe Hannah Arendt met l'expansion impérialiste des dominations coloniales à la charnière de ce basculement européen dans l'horreur. Elle n'hésite pas à discerner dans la domination coloniale, et notamment dans la « mêlée pour l'Afrique », dénuée de toute limite éthique, « maints éléments qui, une fois réunis, seraient capables de créer un gouvernement totalitaire fondé sur la race ». Elle y décèle même, entre dispositifs bureaucratiques et massacres de masse, l'une des prémisses du système concentrationnaire.

À la manière d'un renvoi à l'envoyeur, la démesure coloniale a fait retour sur l'Europe, produisant en son sein des barbares civilisés alors qu'elle croyait civiliser des barbares qui lui seraient extérieurs.

Comme l'a amplement démontré l'historien Enzo Traverso dans son essai sur *La Violence nazie*, sous-titré *Une généalogie européenne*, l'ascension idéologique du racisme biologique fut parallèle à l'essor d'un colonialisme qu'il légitimait. Dès lors, souligne-t-il, « deux discours complémentaires se superposent : la « mission civilisatrice » de l'Europe et l'« extinction » des « races inférieures » ; en d'autres termes, la conquête par l'extermination ».

Rappelant que la notion d'« espace vital », loin d'être une invention nazie, était un lieu commun de la culture européenne à l'époque de l'impérialisme, de ses civilisations supérieures et de ses humanités inférieures, Enzo Traverso décrit « le lien qui rattache le national-socialisme à l'impérialisme classique », dont le ressort était la conviction de l'Europe « d'accomplir une mission civilisatrice en Asie et en Afrique ». Et il souligne que, pour les analystes des années 1930 et 1940 du siècle passé, ce lien était évident. Or c'est bien cette évidence que Serge Letchimy a brandie à la face de tous ceux qui, de nouveau, laissent dire, au XXI^e siècle, de façon officielle et ministérielle, étatique et nationale, qu'il existe des civilisations supérieures à d'autres.

Faute d'un travail de deuil de cet imaginaire colonial, le voici donc qui resurgit avec la violence d'un refoulé trop longtemps contenu. Que la droite le convoque à la manière d'une diversion électorale n'enlève rien à sa dangerosité foncière : c'est une école de barbarie, ici même, comme l'avait dit avec force, dès 1950, un autre député martiniquais, Aimé Césaire, dans son *Discours sur le colonialisme*. Tout connaisseur de ce texte célèbre en aura entendu l'écho dans l'intervention de Serge Letchimy, tant on y trouve déjà l'affirmation du lien entre crimes coloniaux et crimes hitlériens : le « formidable choc en retour », selon Césaire, de cette corruption fatale que fut le colonialisme et qui a fait le lit de la barbarie nazie, sur ce fumier commun de la hiérarchie des humanités et de leurs civilisations.

Entraînant dans son sillage la cupidité marchande, la brutalisation des sociétés, la haine raciale et les théories pseudo-savantes qui la légitiment au nom d'une « mission civilisatrice » d'un Occident supérieur, l'aventure coloniale a fini par déciviliser le colonisateur et par ensauvager l'Europe elle-même. « Où veux-tu en venir ? », demande Césaire dans son *Discours*, qui fut provoqué par la benoîte affirmation chez certains intellectuels français de la « supériorité incontestable de la civilisation occidentale ». « À cette idée, répond-il : que nul ne colonise innocemment, que nul non plus ne colonise impunément ; qu'une nation qui colonise, qu'une civilisation qui justifie la colonisation – donc la force – est déjà une civilisation malade, une civilisation moralement atteinte, qui, irrésistiblement, de conséquence en conséquence, de reniement en reniement, appelle son Hitler, je veux dire son châtiment. Colonisation : tête de pont dans une civilisation de la barbarie d'où, à n'importe quel moment, peut déboucher la négation pure et simple de la civilisation. »

En évoquant ces « idéologies européennes qui ont donné naissance aux camps de concentration au bout du long chapelet esclavagiste et colonial », Serge Letchimy ne faisait donc que prolonger Césaire, son père en politique et cette grande figure dont il fut dit, au Panthéon, le 6 avril 2011, que, lors de sa mort en 2008, « la France venait de perdre l'un de ses enfants qui lui faisait le plus honneur ». Ces mots furent prononcés par Nicolas Sarkozy, durant une « Cérémonie d'hommage solennel de la Nation » à Aimé Césaire, dans un discours célébrant ce combattant qui « voulait l'égalité réelle des droits ». Si Claude Guéant n'en a aucun souvenir, pas plus que l'alors chef de l'État qui saluait le « bon sens » de ce dernier, alors même qu'il illustrait cette barbarie des civilisations prétendument supérieures, c'est sans doute que, pour cette France obscure qu'incarne cette droite avilie, il n'est d'anticolonialiste respectable que mort.

Serge Letchimy est bien vivant, et son échappée belle nous indique le chemin d'élévation par lequel sortir de cette déchéance nationale. Il nous appelle à un sursaut de la même manière que Césaire interpellait une Europe oublieuse d'elle-même, infidèle à ses propres principes, irrespectueuse de ce

qu'elle proclame. « Et c'est là le grand reproche que j'adresse au pseudo-humanisme, écrivait-il : d'avoir trop longtemps rapetissé les droits de l'homme, d'en avoir eu, d'en avoir encore une conception étroite et parcellaire, partielle et partiale et, tout compte fait, sordidement raciste. »

La nouveauté sarkozyste, ce fut de l'assumer sans gêne aucune, de revendiquer ces hiérarchies et de théoriser ces inégalités, et d'entraîner ainsi la France dans une consternante régression à la face du monde. En parlant la langue de la barbarie. Il est bien temps de lui opposer l'authentique langage de la civilisation.

5.

À l'été 2013, le pouvoir socialiste sorti des urnes un an plus tôt s'est réuni pour un séminaire prospectif, à l'ordre du jour ambitieux, sinon visionnaire : que sera la France en 2025, et quelle France voulons-nous à cette échéance ? Soudain, des politiques habitués à prendre l'urgence pour l'essentiel semblaient s'attaquer à l'urgence de l'essentiel. Ils s'efforçaient de voir enfin au-delà de l'immédiat. Et, le temps d'une réflexion, ils abandonnaient la seule gestion des impératifs comptables et des passions sécuritaires à laquelle paraît se réduire leur ordinaire ministériel.

Lors de cette réunion gouvernementale, l'alors ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, devenu en 2014 Premier ministre, fit part des trois défis qui, selon lui, s'imposaient à la France pour les dix prochaines années. Les voici, selon ses mots, rapportés par les médias au style indirect : celui de l'immigration en raison de la démographie africaine ; celui de la compatibilité de l'islam avec la démocratie ; celui des problèmes posés par le regroupement familial au bénéfice des travailleurs étrangers.

Tel était, un an après que nous ayons cru tourner la page de la guerre des civilisations sarkozyste, l'agenda prospectif d'un ministre de la République supposément socialiste. De Claude Guéant à Manuel Valls, sous la dissemblance partisane, d'une droite extrémisée à une gauche droitisée, nous voici donc confrontés à la continuité des obsessions xénophobes et, particulièrement, antimusulmanes. Nul hasard si, entre deux évocations de l'immigration et des étrangers, la figure montante du Parti socialiste désignait une religion en tant que telle comme un adversaire potentiel de la démocratie.

L'islam fait ici lien, pour fabriquer un ennemi global. D'un côté, ils risquent de nous envahir (l'immigration) ; de l'autre, ils profitent de nos lois (le regroupement familial) ; et, de l'un à l'autre, c'est la démocratie qu'ils mettraient en péril. Sous la question musulmane, par le détour de l'essentialisation religieuse, c'est bien l'étranger qui est désigné comme un adversaire dans un discours qui, l'air de rien, nous met en guerre. En guerre contre nous-mêmes, contre une partie de notre peuple, de notre histoire, de notre héritage.

Car le souci, c'est que cet étranger n'est pas en dehors, il est aussi à l'intérieur. Parmi nous, entre nous, l'un d'entre nous. Musulman, arabe, maghrébin, immigré, enfant d'immigré, mais aussi travailleur, salarié, employé, voisin, cotisant à la Sécurité sociale, produisant des richesses, créant des œuvres, animant nos villes, participant à l'avenir de la France... Et c'est cette part de nous-mêmes que ces discours officiels, irrésistiblement suivis d'actes, de circulaires, d'arrêtés, de décrets, de lois, etc., nous habituent à rejeter comme étrangère. Bref, à exclure.

Que ces transgressions n'aient pas suscité plus d'émotion à gauche souligne combien l'alternance électorale de 2012 n'a pas su construire un barrage solide contre la lame de fond sur laquelle la présidence Sarkozy s'est égarée en eaux extrêmes. Combien elle n'a pas su interrompre la banalisation de cette injonction faite, de plus en plus couramment, à nos compatriotes musulmans, dans le sillage de la propagande d'extrême droite, de devenir invisibles. D'effacer tout signe extérieur de leur croyance, pourtant minoritaire, qu'il s'agisse d'un vêtement (le voile), d'un aliment (le halal) ou d'un lieu (la mosquée).

Or, loin d'installer fermement une pédagogie contraire, le nouveau pouvoir socialiste a laissé l'un des siens, alors ministre de l'Intérieur, administrativement en charge des cultes, donner le « la » d'un discours

qui nourrit les mêmes dérives. Manuel Valls ne s'est pas contenté de critiquer le droit de vote des étrangers aux élections locales (pourtant promesse électorale de François Hollande), d'enterrer le récépissé policier des contrôles d'identité (où se joue la discrimination ordinaire de la jeunesse) et d'assumer sa faveur pour l'interdiction du foulard dans l'espace public (en critiquant une décision judiciaire de la Cour de cassation).

Il a ajouté à ces positions, que ne démentirait pas un ministre de droite, l'exploitation hexagonale des tensions internationales où se construit une représentation diabolique de l'islam. C'est ainsi qu'il récuse, par un mensonge sur son origine prétendument iranienne alors que son invention est bel et bien française, remontant à 1910, le terme « islamophobie », façon de minimiser la discrimination qu'il désigne. « L'islamophobie est le cheval de Troie des salafistes », a-t-il prétendu en 2013. Cet appel explicite à une indifférence doublée de méfiance – ceux qui se plaignent seraient des terroristes en puissance – rejoint l'invitation à une guerre intestine contre ces « véritables ennemis de l'intérieur » – M. Valls encore – que seraient les jeunes Français égarés dans l'islamisme radical.

Depuis qu'il est aux affaires, Manuel Valls a en effet banalisé une formule terrifiante : l'ennemi intérieur. Un « ennemi intérieur », a-t-il répété publiquement à plusieurs reprises, qui « prospère sur la radicalisation de l'islam », et plus précisément « dans nos quartiers populaires ». Si les mots ont encore un sens, c'est donc à une guerre qu'il faudrait se préparer, une guerre d'une France contre une autre, une guerre avec ce que cela suppose d'exceptions aux règles et usages pacifiques d'une vie en démocratie. Une guerre contre une religion (l'islam) et des quartiers (populaires), contre une foi et des territoires tous deux identifiés à une partie de nos compatriotes, parmi les moins favorisés, parmi les moins protégés.

Ces généralisations ne sont pas seulement stupides, elles sont surtout dangereuses. Illustrant une politique réduite à la police, elles prolongent l'idéologie désastreuse qui a présidé à la riposte nord-américaine aux attentats du 11 septembre 2001, cette guerre des civilisations qui, depuis l'invasion de l'Irak, n'a fait qu'aggraver les troubles et les déchirures du monde associés à l'émergence d'un islam politique. Mais, comme l'a montré la catastrophe étatsunienne du *Patriot Act*, ce pouvoir légal d'agir hors la loi avec ses atteintes aux libertés fondamentales et ses surveillances généralisées, cette sorte de guerre, loin d'agresser le seul adversaire extérieur, violente l'intérieur de la société elle-même.

La désignation de boucs émissaires s'accompagne inévitablement de la promotion de dispositifs étatiques pour les stigmatiser, les réprimer ou les repousser qui finissent par porter atteinte à la démocratie. C'est dans ce processus d'accoutumance aux discriminations, où la politique de la peur favorise, par son aveuglement, le surgissement de ses ennemis – leurs désordres, leurs violences, leurs attentats, etc. –, que l'État d'exception devient la règle au détriment de l'État de droit. Notre indifférence vis-à-vis de nos compatriotes musulmans n'est donc pas seulement fautive à leur égard. Elle est aussi coupable pour nous tous qui risquons, si nous n'y prenons garde, d'y perdre une part de nos libertés.

En démocratie, idéal toujours inachevé, en construction permanente, la frontière entre crispations conservatrices, autoritaires et guerrières, et dérives totalitaires n'est jamais totalement étanche. Seule la vitalité du débat, la vigilance de l'opinion, la force des contre-pouvoirs peuvent la consolider. L'œuvre de Carl Schmitt, ce théoricien pionnier de l'État d'exception, en témoigne, jusque dans l'itinéraire de ce juriste allemand, passé du conservatisme au nazisme. Proclamer l'exception, c'est d'abord faire taire toute contestation : « Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle », écrit Schmitt dans *Théologie politique*, paru en 1934, un an après l'arrivée au pouvoir de Hitler. C'est ensuite désigner à la société un ennemi inépuisable, dont l'irrégularité déclarée appellerait elle-même une riposte irrégulière, hors norme et hors règle : « Avec l'exception, la force de la vie réelle brise la carapace d'une mécanique figée dans la répétition. »

Dès lors, la peur devient l'argument du pouvoir, dressant la société contre elle-même dans un fantasme d'homogénéité et l'entraînant dans une quête infinie de boucs émissaires où l'Autre, le différent, le dissemblable, le dissonant, prend la figure de l'étranger, d'une étrangeté aussi intime que menaçante. Aussi l'adversaire est-il sans embarras qualifié d'ennemi intérieur, figure de l'altérité qu'il faut à tout prix réduire ou exclure, voire anéantir par une contre-violence préventive. Il suffit donc d'écouter les lieux communs du discours de guerre au terrorisme dit islamiste pour sentir la voix de cet État d'exception qui rabat la politique sur la police.

Le confort sécuritaire qu'il promet est une illusion, où s'égarer, se perd et se ruine la démocratie : sa vitalité, son pluralisme, ses conflits créateurs, sa diversité stimulante, etc. L'impératif catégorique qui lui sert de Sésame fut tôt énoncé par le philosophe Michel Foucault : « Il faut défendre la société. » Dans un double mouvement, en l'habituant à l'intolérance, on lui rend tolérables des mesures qui font régresser ses droits et ses libertés, imposées au prétexte que la société ne tolère plus l'idée même d'une menace, d'un danger ou d'un risque. Et, dans cette spirale infernale, expliquait Foucault, « apparaît alors un racisme d'État : un racisme qu'une société va exercer sur elle-même, sur ses propres éléments, sur ses propres produits ; un racisme interne, celui de la purification permanente, qui sera l'une des dimensions fondamentales de la normalisation sociale ».

N'a-t-on pas vu surgir, dans nos débats publics récents, cette monstruosité : la déchéance de la nationalité ? Cette idée qu'il y aurait des Français qui le seraient plus que d'autres et, inversement, des Français sous condition, à crédit, en sursis ? Cette mise en scène symbolique, du moins pour l'instant, d'une France qui pourrait en déchoir une autre, l'exclure, l'effacer, la supprimer ?

En juin 2014, au lendemain de la tuerie au Musée juif de Bruxelles, ces crimes antisémites d'un jeune Français de retour de la guerre civile syrienne, la présidente du Front national s'est empressée de relancer ce débat, sans même savoir si le tueur était binational. Le lendemain, tout en précisant qu'« honnêtement, ce n'est pas ça qui règle le problème de fond », un Manuel Valls devenu Premier ministre déclarait cependant : « Nous pouvons déchoir de leur nationalité ceux qui s'attaquent aux intérêts fondamentaux de notre pays. » Acceptant ainsi d'épouser l'agenda de l'extrême droite, il confiait pourtant ignorer encore si l'assassin, né à Roubaix, avait la double nationalité. Or la vérité de fait, c'est qu'il est français, seulement français, né français dans une famille d'origine algérienne, les enquêteurs n'ayant trouvé, à l'heure où j'écris ces lignes, aucune preuve d'une autre nationalité.

Quand il était dans l'opposition, Manuel Valls avait refusé d'entrer dans ce débat, balayant le sujet d'un seul adjectif : « nauséabond ». C'était à l'été 2010, quand Nicolas Sarkozy l'avait exhumé dans une fuite en avant politicienne pour échapper au discrédit moral qui le menaçait. Lors d'un discours tristement célèbre, prononcé à Grenoble, il n'avait pas hésité à cibler les « délinquants d'origine étrangère ». Faisant fi de l'article 1^{er} de la Constitution, lequel assure « l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion », alors même qu'en tant que président de la République, il était supposé en être le gardien, il avait annoncé son intention d'étendre les cas de déchéance de la nationalité « à toute personne d'origine étrangère qui aurait volontairement porté atteinte à la vie d'un policier, d'un gendarme ou de toute personne dépositaire de l'autorité publique ».

Pour la première fois depuis les heures sombres du régime de Vichy, était ainsi officialisée, par la voix du chef de l'État, une politique de différenciation des Français selon leurs origines. Toutefois, ce crime contre la République est resté à l'état de projet, la réforme envisagée de la déchéance de la nationalité n'ayant pas survécu, en 2011, à son examen au Parlement, dans le cadre d'un projet de loi « sur l'immigration, l'intégration et la nationalité ». Nombre de parlementaires, y compris au centre et à droite,

se sont heureusement souvenus que, sauf à renier ses principes constitutionnels et, plus essentiellement, l'histoire de son peuplement, la France ne pouvait créer deux catégories de Français, en distinguant ceux ayant acquis la nationalité de ceux qui sont nés avec.

Reste qu'un pas terrifiant a été franchi, cette banalisation de l'idée que l'on pourrait, au prétexte de menaces ou de dangers, non seulement faire le tri entre Français, mais exclure de la France des Français parce qu'ils sont « d'origine étrangère ». De plus, il n'est pas indifférent que cette transgression, celle du discours sarkozyste de Grenoble, ait été accompagnée de la stigmatisation, suivie de son ethnicisation, d'une population particulière, les Roms.

Les Roms sont d'origine européenne et de confession chrétienne. Mais ils sont pauvres, plus que pauvres, plus pauvres que les pauvres, et c'est ici l'essentiel où tout se joue et où tout s'éclaire. Que les Roms et les musulmans partagent ce triste privilège d'être les cibles favorites de la discrimination, en paroles et en actes, met en évidence la question sous-jacente à l'exacerbation du racisme et de la xénophobie, la question que leurs propagandistes veulent évacuer et étouffer, corrompre et dissoudre, en proposant des détestations et des haines en lieu et place des fraternités et des solidarités. C'est la question sociale, tout simplement.

On se souvient qu'en 2013, Manuels Valls, encore lui, n'hésita pas à placer à son tour tout en haut de l'agenda politique national la question rom – les Roms, et non pas le chômage, l'emploi, le pouvoir d'achat ou l'éducation. Selon lui, « les populations d'origine rom » ne pouvaient prétendre rester en France parce qu'elles « ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres ». Autrement dit, elles ne seraient pas intégrables à raison de leur façon d'être et de vivre, de leur apparence, de leur culture, voire de leur nature. C'est alors que, profitant de cette trop belle occasion offerte aux obsessions traditionnelles de sa famille de pensée, Jean-Marie Le Pen glissa insidieusement : « Ce ne sera pas l'immigration la plus redoutable, mais la plus visible et la plus odorante. » Ce que l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute* traduisit en langage explicite, avec ce titre à sa Une : « L'arbre rom qui cache la forêt arabe ».

Ce ne sont pas seulement les habituelles poupées gigognes du racisme qui, ici, se donnent à voir, cet enchaînement d'un bouc émissaire l'autre. C'est aussi comment la construction sociale d'une catégorie particulière, les pauvres d'entre les pauvres, peu enviés et peu fréquentables, est une propédeutique de l'exclusion. Rejet des pauvres et rejet des étrangers marchent de concert, ainsi que l'avait remarquablement entrevu le sociologue allemand Georg Simmel. Alors que les pauvres font évidemment partie de la société, l'ordre social qu'ils dérangent ou qu'ils menacent construit leur exclusion. C'est ainsi, soulignait Simmel, que ces préjugés dominants en font des « indésirables », des « hommes en trop », des « inutiles au monde ».

Construire les Roms en étrangers absolus, qui, selon le même terme repris de Nicolas Sarkozy à Manuel Valls, n'ont pas « vocation » à rester en France, c'est aussi nous habituer à l'idée de fabriquer et d'exclure d'autres étrangers qui, pour être moins pauvres, n'en sont pas moins indésirables. En l'espèce, nos compatriotes d'origine, de culture ou de croyance musulmanes.

Des Roms aux musulmans, l'ethnicisation de la question sociale, le renvoi à leurs seules origines, cultures ou croyances de composantes du peuple, est le moyen de l'évacuer. De supprimer son dérangement pour l'ordre établi. De la dissoudre dans les passions délétères du national et de l'identité. Et du religieux.

6.

C'est ici qu'intervient l'incessante querelle religieuse faite à nos compatriotes musulmans. On les voudrait musulmans transparents. Effacés, secrets, cachés. Assimilés, dit la vulgate. À la vérité, inexistantes.

L'assimilation est une injonction terrifiante qui fut aussi celle de la colonisation, notamment française : n'accepter l'Autre qu'à la condition qu'il ne soit plus lui-même, ne le distinguer que s'il décide de nous ressembler, ne l'admettre que s'il renonce à tout ce qu'il fut. Rien à voir avec l'exigence d'intégration où s'exprime une quête d'unité dans la pluralité, celle d'une vie à construire et à inventer ensemble, en tissant des liens qui ne sont pas de perte ou d'égarement. Celle, en somme, d'une vie en relation, selon la belle définition qu'en donnait le poète Édouard Glissant : « Tu échanges, changeant avec l'autre sans pour autant te perdre ni te dénaturer. »

L'impératif d'assimilation est une euphémisation de la disparition. Une façon de souhaiter que les musulmans de France, à quelque degré qu'ils le soient, ne le soient plus. Ne le disent ni ne le revendiquent, ne l'expriment ni ne l'assument. Et c'est ainsi que les apprentis sorciers qui, trop souvent, nous gouvernent enfantent des monstres. Car qui ne voit, dans cette accoutumance à l'intolérance, le cheminement d'un appel plus sourd à ce que, pis encore, les musulmans ne soient plus. À ce qu'ils nous débarrassent d'eux-mêmes ou à ce que nous nous en débarrassions. À ce que l'humanité diverse que recouvrent, dans le langage courant, les mots de musulman, d'arabe ou de maghrébin, soit désormais dehors, en dehors.

C'est pourquoi, dans cette entreprise de négation d'une minorité, de ses droits dans l'immédiat avant que ce ne soit éventuellement de son existence, la question régulièrement agitée à la manière d'un chiffon rouge est celle de la visibilité des musulmans dans l'espace public. Qu'il s'agisse des mosquées, des prières, des habits ou des aliments, ces polémiques récurrentes, faites d'exagérations médiatiques où s'épanouit un journalisme d'opinion plutôt que d'information, rendent la France malade d'elle-même. J'entends par là la France telle qu'elle est, telle qu'elle vit et travaille, telle qu'elle évolue et se transforme. Car elles lui enjoignent de refuser le pluralisme qui l'habite, de ne pas accepter sa propre diversité et, par conséquent, de ne pas assumer ses défis sociaux.

De fait, l'obsessionnelle question du foulard est un voile jeté sur nos sensibilités, générosités et curiosités. Brandir la visibilité de ce morceau de tissu comme la question décisive pour notre espace public, c'est nous inviter à ne plus voir le reste, tout ce que cette focalisation occulte et masque, et au premier chef la question sociale, celle des quartiers populaires. La haine de la religion qu'exprime envers l'islam et ses pratiquants un laïcisme intolérant, infidèle à la laïcité originelle, est l'expression d'un déni social : d'un rejet des dominés et des opprimés tels qu'ils sont.

De cet aveuglement témoigne le contresens habituellement commis par ceux qui, à gauche, confondent religion et intégrisme. Plus précisément, par ceux qui s'empressent de suspecter de fanatisme religieux les croyances minoritaires, nouvellement arrivées ou récemment installées, celles qu'ont en propre les nouveaux bataillons des classes populaires, venus avec leur passé et leur culture, cette richesse qui fait autant leur distinction que leur différence.

Il s'agit de cette citation-cliché de Karl Marx sur la religion comme « opium du peuple », régulièrement brandie pour clore tout débat par les propagandistes d'une laïcité d'exclusion, rejetant hors de l'espace public toute manifestation d'appartenance religieuse, en particulier musulmane. Or si l'on prend la peine de la lire dans son contexte, on comprend que le message de Marx était tout autre : non pas une invitation à faire la guerre à ceux qui revendiquent leurs croyances, mais un appel à entendre les souffrances dont la religion est le réceptacle, fût-il illusoire.

Voici donc le passage de *L'Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel*, texte de jeunesse, publié en 1844, où surgit chez Marx cette comparaison de la religion à l'opium, entendu comme paradis artificiel et bonheur illusoire : « La misère religieuse est tout à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre cette misère-là. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un état de choses dépourvu d'esprit. La religion est l'opium du peuple. »

Devenue célèbre, utilisée comme un verdict sans appel, la formule est sortie de son contexte historique, celui de la découverte occidentale des substances narcotiques et de l'engouement mondain qu'elles suscitaient. L'opium est ici entendu comme un divertissement plutôt qu'un abêtissement, comme un moyen agréable de dissiper une réalité détestable, comme une façon de la refuser par le détour d'une fuite virtuelle.

Bref, ce ne sont pas propos de condamnation, mais phrases de compréhension qui, pour autant, ne signifient aucune complaisance avec les idéologies religieuses. Mais, refusant de réduire les croyants à une identité figée et pariant sur leur libre arbitre face à l'expérience concrète, Marx juge plus important ce que les hommes font ensemble que ce qu'ils croient séparément. Il les accepte comme ils sont, surtout si, dans l'exclusion sociale qu'ils vivent, ils n'ont d'autres échappées que ce soupir religieux.

La « haine de la religion », selon la juste formule de Pierre Tevanian, qui s'est emparée aujourd'hui de la gauche, extrême gauche comprise, ne laisse pas de surprendre tant, hier, ses référents intellectuels critiquaient au contraire les extrémistes de l'irreligion. C'est Lénine dénonçant « l'anticléricalisme bourgeois comme moyen de distraire les ouvriers du socialisme ». C'est Rosa Luxemburg s'en prenant à « la guérilla permanente menée depuis une décennie contre les prêtres [qui] est pour la bourgeoisie française l'un des moyens les plus efficaces de détourner la classe ouvrière des questions sociales et d'étouffer la lutte des classes ». C'est Léon Trotsky renvoyant à l'« abolition du chaos terrestre », autant dire à un horizon improbable, la suppression de son « reflet religieux ».

Mais c'est aussi, sous la Révolution française, Maximilien Robespierre imprimant, en 1792, dans son périodique *Le Défenseur*, cette apostrophe : « Ô Dieu, cette cause est la tienne. » Robespierre qui, en 1793, se dresse contre l'intolérance religieuse des partisans d'une campagne radicale de déchristianisation. « Il ne veut pas d'un totalitarisme athée », souligne l'historien Henri Guillemin qui, en 1989, lors du bicentenaire de la Révolution française, a formidablement décrit le combat de l'Incorruptible contre une haine de la religion qui, à la vérité, recouvrait une crainte de la populace, une grande peur sociale sous l'habillage voltairien de pensées éclairées, dressées contre un obscurantisme identifié aux croyances populaires.

Le titre de l'essai de Guillemin était prémonitoire : *Silence aux pauvres !* Autrement dit, que les pauvres abdiquent pour que la propriété soit sauve ! Et, pour ce faire, qu'ils soient disqualifiés en étant renvoyés à leurs superstitions supposées imbéciles ou fanatiques, ainsi dépouillés de leur richesse spirituelle, réduits à ne plus être que des bras qui travaillent et non plus des esprits qui rêvent. Selon Guillemin, quand Robespierre « s'avise d'exprimer toute sa pensée sur “le rapport des idées religieuses avec les principes républicains”, cette fois, c'en est trop [pour ses adversaires], car il dénude la docilité de ce qu'il nomme la secte encyclopédiste à l'égard des despotes, pourvu qu'ils soient éclairés ».

Robespierre, donc, qui choisira la Pentecôte 1794 pour célébrer la Fête de l'Être suprême, audace rousseauiste insupportable aux voltairiens par laquelle, toujours selon Henri Guillemin, il « signe son arrêt de mort ».

Et si, d'aventure, les révolutionnaires, français ou russes, vous effraient, il reste encore Jean Jaurès, figure tutélaire du socialisme français. Jaurès et son « arrière-pensée » où la transcendance a sa part. Jaurès qui proclame, à la Chambre des députés en 1910 : « Je ne suis pas de ceux que le mot Dieu effraye. » Jaurès qui, dans sa thèse de philosophie sur *La Réalité du monde sensible*, vante cet « infini vivant, qui est acte ». Jaurès qui, député de Carmaux, assume en 1896 sa sensibilité métaphysique dans les colonnes de *La Petite République* : « Je crois d'une foi profonde que la vie humaine a un sens, que l'univers est un tout, que toutes ses forces, tous ses éléments conspirent à une œuvre et que la vie de l'homme ne peut être isolée de l'infini où elle se meut et où elle tend. » Jaurès qui va jusqu'à écrire cette bravade à l'attention des esprits forts et blasés : « Tout acte de bonté est une intuition du vrai, tout effort dans la justice est une prise de possession de Dieu. » Jaurès dont l'optimisme progressiste n'hésite pas à convoquer le Ciel : « La justice, étincelle divine, qui suffira à rallumer tous les soleils. »

Par-delà leurs différences d'époque et de contexte, tous ces rappels nous lancent la même alarme : l'agitation de la question religieuse est une diversion des questions démocratiques et sociales. Pour ceux qui prennent résolument le parti des exploités, des opprimés et des dominés, elle ne saurait être le critère premier. Ce que nous croyons séparément importe moins que ce nous faisons ensemble, nos actions, nos revendications, nos luttes, nos solidarités. Le foulard que porte une musulmane, la prière que respecte un fidèle, les coutumes qu'observent des croyants, tous ces choix qui relèvent de la liberté de conscience importent moins que les engagements concrets des intéressé-e-s dans ce que nous avons en partage, ce que nous construisons ensemble dans la variété de nos cheminements.

Être musulman, l'exprimer ou le revendiquer, n'est donc pas plus incompatible en soi avec des idéaux de progrès et d'émancipation que ne l'était l'affirmation par les ouvriers ou les étudiants de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) et de la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) de leur identité chrétienne, alors même qu'ils rejoignaient les combats syndicaux et politiques du prolétariat ou de la jeunesse. Sauf, encore une fois, à renouer avec les préjugés coloniaux qui essentialisaient d'autres cultures pour les dominer et les opprimer, les rejeter ou les soumettre, rien ne justifie que l'on décrète l'incompatibilité entre la République, ses idéaux et ses principes, et la revendication d'être reconnu, respecté et admis comme musulman.

Tout au contraire même, puisque c'est dans la reconnaissance des minorités que se joue la vitalité d'une démocratie acceptant la diversité des siens, la pluralité de leurs conditions, la richesse de leurs différences. Et construisant ainsi, par le respect de ces dissemblances, une ressemblance supérieure, celle que proclament les principes dynamiques, jamais épuisés, de liberté, d'égalité et de fraternité. S'il fallait un synonyme à démocratie, ce serait bien le mot de déplacement : refus des vies déterminées, des places assignées, des identités fermées, et par conséquent des futurs immobiles. Mouvement des rencontres, des échanges, des étonnements, bref des relations.

Sous la question musulmane se joue donc la question française : notre capacité à réinventer une France qui, au lieu de se crispier sur une identité fantasmée et mortifère, s'élançe vers le monde en faisant de sa relation au divers le meilleur des Sésame.

7.

Au moins, les voltairiens d'hier accompagnaient-ils le mouvement d'une révolution, fusse pour en juguler les ardeurs sociales et démocratiques. Claquemurés dans leurs certitudes supposément éclairées, indifférents aux nouveaux contours et visages de la question sociale, leurs épigones d'aujourd'hui font du sur place, piétinant dans l'ignorance du monde et l'incompréhension de l'Autre.

En 1989, l'année du bicentenaire de la Révolution, ils n'avaient pas hésité à parler de capitulation, de trahison et de destruction. Trois mots ronflants pour carrément partir en guerre par l'évocation, dans *Le Nouvel Observateur*, d'un « Munich de l'école républicaine », à propos, déjà, du foulard musulman. En 2014, soit vingt-cinq ans après, presque la durée d'une génération comme si le temps s'était arrêté, on retrouvait trois des initiatrices – les philosophes Élisabeth Badinter, Élisabeth de Fontenay et Catherine Kintzler –, dans *Marianne* cette fois, pour un nouvel appel, aux mêmes antennes quoique plus modérées dans l'expression : « Laïcité, il est temps de se ressaisir ! »

Or la laïcité qu'ils invoquent comme un mantra n'a pas grand rapport avec la laïcité originelle qui, loin d'une crispation face à l'affirmation des cultes minoritaires, signifiait leur reconnaissance. Non pas leur rejet dans l'invisibilité, mais leur droit de cité. Infidèles à la promesse de 1905, ces laïcistes sont à la laïcité ce que l'intégrisme est à la religion – pour les moins subtils – et, pour les plus avertis, ce que le sectarisme est à la politique. Car la loi de 1905, cette loi de séparation des Églises et de l'État, était bien plus une loi de libération, à tous points de vue, que d'interdiction ou de répression : libération de la République du face-à-face avec l'Église catholique apostolique et romaine ; libération des protestants et des juifs dont les cultes minoritaires étaient enfin reconnus au même titre que la religion majoritaire ; libération des citoyens, invités à délaisser leurs querelles confessionnelles pour se concentrer sur un agenda autrement prometteur, celui des conquêtes démocratiques et sociales.

La loi de séparation est un achèvement plutôt qu'une rupture, une vieille promesse républicaine enfin tenue, avec doigté et intelligence, marquant la fin d'un conflit plutôt que sa relance, par-delà les cris d'orfraie des ultras du catholicisme romain. On l'oublie trop souvent, la séparation, ce n'est pas Combes, Émile, le définitivement « petit père » de la bataille de 1902-1903 contre les congrégations, mais Briand, Aristide, la révélation parlementaire de ce débat qui lui ouvrira la voie du pouvoir, après des débuts à l'extrême gauche. C'est même le contraire de Combes, le refus d'un anticléricalisme obsessionnel et le choix d'une « séparation libérale », selon la formule de l'époque, c'est-à-dire respectant la liberté des consciences et des cultes.

À l'instar d'autres républicains qui y voyaient un traité supposé soumettre l'Église à l'État, Combes était attaché au Concordat napoléonien de 1802. Rome et les évêques y tenaient aussi pour cette autre raison que le catholicisme y gardait son statut dominant et identitaire, entre religion de l'État et religion de la majorité des Français. « Vous n'effacerez pas d'un trait de plume quatorze siècles écoulés », lancera d'ailleurs le président du Conseil Combes à la Chambre, le 26 janvier 1903, pour rejeter l'idée même de la séparation. L'intitulé de la loi de 1905, par le choix du pluriel, tient lieu de réponse, et Briand ne s'en écartera jamais dans les débats, répétant avec équité : « Nous sommes en présence de trois Églises », en l'occurrence la catholique, la protestante et l'israélite, traitées avec une égale neutralité.

Mais, en 1905, il n'y a plus de Combes au pouvoir ni de Concordat qui tienne. Fin 1904, la révélation de l'affaire des fiches, cette dérive sectaire d'un ministre de la Guerre ayant eu recours à des délations d'origine maçonnique afin de républicaniser l'armée, a été fatale au président du Conseil, qui renonce en janvier 1905, mettant fin au plus durable ministère du Bloc des gauches. Quant au Concordat napoléonien, il a été victime d'un scoop journalistique, puisé dans le secret des chancelleries et promu par Jaurès en personne, dans les colonnes d'un tout nouveau quotidien, le sien, *L'Humanité*. Le 17 mai 1904, sous le titre « La Provocation », il révéla la note de protestation du Vatican contre la visite du président de la République, Émile Loubet, à Rome, note si désobligeante pour la France que Georges Clemenceau dut surenchérir dans *L'Aurore* du 18 mai sous un titre éloquent, « La guerre du pape ». S'ensuivit un rappel d'ambassadeur, puis, dès juillet, la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Vatican, rendant inéluctable la séparation.

L'accélération plutôt, tant la machine était bien partie. La promesse figurait depuis 1869 dans tous les programmes républicains, déjà admirablement résumée par Victor Hugo à l'Assemblée nationale, le 15 janvier 1850 : « L'Église chez elle et l'État chez lui. » Mais ce ne fut pas seulement l'achèvement d'un vieux combat, ce fut surtout un accomplissement démocratique, modèle de travail parlementaire, riche, élevé, patient. De 1902 à 1903, pas moins de huit propositions de loi, représentant toute la gamme des sensibilités, amenèrent les députés à se saisir du sujet et à créer, en juin 1903, une commission de trente-trois membres. Minoritaires au sein du Bloc des gauches, les socialistes menèrent dès lors la campagne séparatiste, jouant le rôle d'aiguillon de la majorité et emportant les votes radicaux et radicaux-socialistes.

Quatre personnalités sont ici essentielles : Ferdinand Buisson, le président de la commission, radical-socialiste, ancien maître d'œuvre du fameux *Dictionnaire de pédagogie* sous Jules Ferry et futur prix Nobel de la paix en 1927 ; Aristide Briand, le rapporteur de la loi, alors socialiste jaurésien, qui, après ce coup de maître, fera une des plus longues carrières ministérielles de la III^e République – onze fois président du Conseil et plus de vingt fois ministre, en particulier des Affaires étrangères –, auteur en 1930 du premier mémorandum sur une union fédérale européenne et autre prix Nobel de la paix, en 1926 ; Francis de Pressensé, député socialiste, ardent dreyfusard devenu indéfectible compagnon de Jaurès, président de la Ligue des droits de l'Homme depuis 1904 et auteur, en avril 1903, de la proposition de loi de séparation la plus élaborée qui inspirera largement les travaux de la commission ; Jean Jaurès enfin, évidemment, tant la personnalité du député du Tarn domine alors la vie parlementaire, par sa force intellectuelle et son style oratoire, Jaurès qui ne cesse de risquer et de combattre, Jaurès qui incarne définitivement une politique de la parole, une politique où la parole est acte et volonté, forçant, quoi qu'en ait dit un Charles Péguy amer, le chemin d'une mystique.

Le résultat est digne d'eux : rien de moins qu'une conception nouvelle et positive de la laïcité, sans équivalent dans d'autres nations. Elle tient dans les deux premiers articles de la loi, modèles de clarté énoncés au titre des « principes » : « Article 1^{er} : La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public. Article 2 : La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'État, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. »

L'État laïque n'est ni hostile ni indifférent aux religions, il leur est extérieur, son action relevant de ce monde et d'aucun autre, sans transcendance. Restera à éviter le retour du religieux sous d'autres formes, ces passions politiques qui sacralisent la nation, le parti, l'identité, etc., ces religions du salut terrestre dont les destructions n'auront rien à envier à celles des pouvoirs théocratiques – tâche qu'à l'évidence, l'humanité n'a pas encore achevée.

Même Péguy, que le combisme, ce « Césarisme civil », et plus largement le Bloc des gauches avaient éloigné de Jaurès – qu’il ne cessa ensuite, converti au nationalisme (*Notre patrie* est publié cette même année 1905, en octobre), de traiter plus que méchamment –, dut en convenir : « J’aurais comme tout le monde constaté que cette séparation s’était faite, au moins à la Chambre, à peu près honnêtement ; [...] qu’elle n’avait point été un exercice de persécution, de suppression de l’Église par l’État, un essai d’oppression, de domination anticatholique, prétendue anticléricale, mais qu’elle avait révélé un effort sincère de libération mutuelle. »

Certes, l’application de la loi n’alla pas sans tensions ni maladroites, essentiellement autour des inventaires des biens religieux avant leur dévolution aux associations culturelles, qui obligèrent à des ajustements législatifs jusqu’en 1908. Mais, si la séparation fut un fructueux terrain de bataille pour l’Action française, contribuant à ancrer l’opinion catholique dans le nationalisme, elle n’aura pas été la crise redoutée. Pour l’Église catholique, ce fut un début, l’obligation d’une transformation. Pour la République, c’était une fin, le classement d’une affaire en souffrance.

Lors du débat de clôture à la Chambre des députés, le 3 juillet 1905, Aristide Briand le dit explicitement : « La réalisation de cette réforme aura pour effet désirable d’affranchir ce pays d’une véritable hantise, sous l’influence de laquelle il n’a que trop négligé tant d’autres questions importantes, d’ordre économique et social, dont le souci de sa grandeur et de sa prospérité aurait dû imposer déjà la solution. »

Où l’on retrouve l’écho des impatiences de Jean Jaurès, un an plus tôt, interpellant le 15 août 1904 le ministre Combes dans les colonnes de *La Dépêche* : « Il est temps que le grand mais obsédant problème des rapports de l’Église et de l’État soit enfin résolu pour que la démocratie puisse se donner tout entière à l’œuvre immense et difficile de réforme sociale et de solidarité que le prolétariat exige. [...] Il faut que dès la rentrée d’octobre soit discuté et voté l’impôt sur le revenu. Il faut que dès le mois de janvier soit discutée et votée la loi sur les retraites ouvrières, et aussitôt après ce vote, s’ouvrira le débat sur la séparation des Églises et de l’État. »

Place au social donc. Place aux batailles pour tous ces droits sociaux encore en souffrance, la journée de huit heures, les retraites ouvrières, le droit de se syndiquer, etc. Place, jusqu’à l’été 1914, à la course de vitesse entre le social et le national, entre les logiques apparemment opposées de l’internationalisme ouvrier et du patriotisme républicain, compétition qui s’achèvera par la dissolution du premier dans le second. Mais, en 1905, rien n’est encore certain. Tout comme nous espérons qu’en cette année 2014, rien n’est encore joué dans l’identique course de vitesse entre l’identité et l’égalité, l’exacerbation de la première ou l’extension de la seconde.

« La démocratie française n’est pas fatiguée de mouvement, elle est fatiguée d’immobilité », avait proclamé le jeune député Jean Jaurès en 1887. Radicalement démocratique et social, le mouvement, que nous défendons ici est un même refus des immobilités qui nécrosent et corrompent. Et, de la même manière que ce sont leurs marges qui font tenir les pages, il se joue dans le sort que nous réservons aux minoritaires qui sont encore en lisière de la cité. À tous ceux qui n’ont pas les mêmes croyances que la majorité, à ceux qui revendiquent leur différence, à ceux qui ne se contentent pas de penser différemment mais qui s’assument comme différents. Les protestants et les juifs hier, les musulmans aujourd’hui.

8.

Sous toutes les latitudes, le sort fait aux minorités dit l'état moral d'une société. Aussi ai-je écrit ce *Pour les musulmans* de France en ne doutant pas qu'ailleurs, dans des pays où la culture musulmane domine, d'autres *Pour* s'écriront, en défense d'autres minorités, chrétiennes, juives, agnostiques, animistes, sans religion, non croyantes, voire issues de l'islam lui-même, des sunnites prenant le parti des chiites, et inversement. Au-delà de mon pays, j'écris donc contre cette guerre des mondes dans laquelle on veut entraîner les peuples en fabriquant des haines identitaires dont la religion est l'alibi.

Mais je suis en France, j'y vis, j'y travaille, et c'est ici même que, pour nous, se joue ce sursaut des consciences. Jamais les crimes commis par de prétendus musulmans ayant eux-mêmes sombré dans ces guerres sans fin ne justifieront qu'en retour, nous persécutons les musulmans de France. Jamais des dérives individuelles ou des conflits lointains n'autoriseront que, dans notre pays, on en vienne à assimiler en bloc des hommes, des femmes et des enfants à un péril qui menacerait l'intégrité, voire la pureté de notre communauté nationale, au prétexte de leur foi, de leur croyance, de leur religion, de leur origine, de leur culture, de leur appartenance ou de leur apparence.

Jamais les désordres du monde ne sauraient excuser l'oubli du monde. De sa complexité, de sa diversité et de sa fragilité. Il suffit de se retourner en arrière sur près de quatre décennies, en revisitant le bilan catastrophique de l'action, au Proche et au Moyen-Orient, mais aussi autour de la Méditerranée, des puissances se réclamant de l'Occident depuis que l'islam politique a surgi en 1979 avec la révolution iranienne, pour prendre la mesure des conséquences désastreuses de cet aveuglement. Tandis que la question palestinienne restait en insupportable souffrance, malgré la reconnaissance de l'État d'Israël par les forces majoritaires du mouvement national palestinien, Européens et Nord-Américains n'ont cessé de soutenir, alternativement ou parallèlement, des pouvoirs laïcistes dictatoriaux ou des régimes religieux obscurantistes qui, sous leurs différences, partageaient l'indifférence aux droits de leurs peuples.

Or, depuis le tournant tunisien de décembre 2010-janvier 2011, onde de choc géopolitique sans frontières, ces peuples ont enfin décidé de faire valoir leurs droits. En commençant à écrire de nouveau leur histoire, ils ont fait mentir les préjugés, notamment les nôtres, qui les condamnaient à être soumis à des régimes autoritaires ou à être enfermés dans l'extrémisme religieux. Soudain, l'on découvrait des peuples animés d'idéaux démocratiques, de liberté et de justice. Des peuples qui partageaient les mêmes espérances que nous, rêves d'émancipation, désirs de mouvement.

C'est cette histoire qui, depuis, s'écrit, inventive et généreuse, chaotique ou dramatique, de Tunisie en Égypte, en passant par la Syrie ou le Yémen. Que cet événement soit imprévisible est justement sa vertu première : il ébranle ce qui apparaissait inébranlable, il bouscule ce qui était immobile, il déstabilise ce qui semblait immuable. C'est bien cela que, dans l'histoire, on nomme une révolution : non pas ce que l'on prévoit ou que l'on maîtrise, mais ce qui survient sans avertir et qui invente son chemin, sans programme, parti ou leader préétablis, avec des avancées et des régressions, des espoirs et des échecs.

Qu'elle réussisse ou bien qu'elle échoue, qu'elle soit écrasée ou confisquée, c'est évidemment une autre affaire qui dépend des rapports de forces et dont le temps n'est pas seul maître, tant les autres peuples du monde en sont aussi acteurs, selon qu'ils seront indifférents ou solidaires. Car ces événements révolutionnaires, dans leur évidente incertitude et leur grande disparité, n'en ont pas moins offert une

chance inespérée de secouer un double carcan : celui, d'un côté, qui enferme des peuples dans le malheur et l'oppression, le déni de la justice et du droit, et celui, de l'autre, qui emmure le reste du monde dans la peur des désordres extrémistes nés de ces souffrances, menaces qui servent d'alibi à l'infinie prolongation des injustices et des inégalités, symbolisée par le funeste sort fait au peuple palestinien.

La partie n'est pas jouée, comme le prouvent, hélas, la guerre civile syrienne ou la régression militaire égyptienne, à l'inverse des avancées précautionneuses de la révolution démocratique tunisienne. Dieu ou l'armée, la barbarie ou la dictature, le déni de démocratie dans tous les cas... Le retour de cet étai où sont, de nouveau, enfermés des peuples qui s'étaient libérés, menace notre débat public. L'abaisse et l'affole, ébranlant l'espoir d'une nouvelle ère méditerranéenne qui, potentiellement, pouvait nous libérer, en France même, des passions négatives sur lesquelles la politique de la peur de l'après-11 Septembre fondait sa réussite, enrégimentant nos sociétés dans une guerre sans fin contre un terrorisme identifié à l'islam.

Les idéologues du choc des civilisations, qui essentialisent les identités, les cultures et les religions, n'ont que faire des incertitudes et des précautions d'une pensée complexe de cette crise multiforme, où les sursauts démocratiques côtoient des précipices sanglants. Prompts à décréter que l'islam est incompatible avec la démocratie, ces bouffes de la guerre des mondes font, depuis le début, le pari de la défaite de peuples qu'il faudrait plutôt soutenir dans leurs revendications d'idéaux universels de liberté et d'égalité. D'autant plus que leur mise en branle témoigne de l'évolution profonde de leurs sociétés, convergeant bien plus qu'elles n'en divergent avec les nôtres – démographiquement, familialement, culturellement – comme l'avaient fort bien démontré, dès 2007, Emmanuel Todd et Youssef Courbage dans *Le Rendez-vous des civilisations*.

Les tenants de la politique qui a accompagné les désastres de l'après-2001 n'ont donc cessé de revenir à leurs obsessions – xénophobes, discriminatoires, essentialistes –, en fermant avec un plaisir non dissimulé la porte d'espoir ouverte depuis 2011. Ce faisant, c'est notre avenir qu'ils compromettent tant celui-ci se construit dans la relation avec les autres nations méditerranéennes pour d'évidentes raisons géopolitiques où se mêlent histoire, géographie, économie, démographie et culture. Et c'est bien pourquoi la question musulmane détient, en France et, au-delà, dans toute l'Europe, la clé immédiate de notre rapport au monde et aux autres.

Dans un essai sur *L'Islam dans les médias*, illustration concrète de sa réflexion sur l'orientalisme comme construction d'un Orient imaginaire par l'Occident, Edward W. Said avait tôt souligné cette exception de la question musulmane comme le nouveau point aveugle de notre rapport à l'Autre, au différent, au dissonant et au dissemblable. « Si les généralisations douteuses sur les cultures étrangères ne sont plus tolérées en Occident, l'islam constitue l'exception, écrivait-il dans la préface à la réédition en 1997 de ce livre d'abord paru en 1981 : le discours sur la mentalité, la personnalité, la religion et la culture musulmanes semblerait tout à fait déplacé dans un débat politiquement correct sur les Africains, les juifs, les Asiatiques ou d'autres peuples orientaux. »

Palestinien devenu Américain, politiquement libéral au sens anglo-saxon de radicalité démocratique, Edward Said, disparu en 2003, était peu suspect de sympathie pour les forces conservatrices et réactionnaires du monde musulman, soulignant dans le même texte le « climat passionnel » qu'elles installent et « cette image peu engageante de l'islam » qu'elles véhiculent. Mais ce qui le frappait, depuis New York où il vivait et livrait cette alarme quatre ans avant le 11 septembre 2001, c'est l'instrumentalisation dans nos contrées de l'« étiquette "islam" » comme « une forme d'offensive » sur le mode « fondamentalisme égale islam égale ce-contre-quoi-nous-devons-lutter-aujourd'hui, tout comme nous avons lutté contre le communisme pendant la guerre froide ».

S'opposant à ces « généralisations inacceptables, irresponsables » où « les circonstances concrètes sont gommées », il rétorquait que « l'“islam” ne définit qu'une infime partie du monde musulman, qui compte un milliard de personnes, comprend des douzaines de pays, de sociétés, de traditions, de langues et contient quantité de réalités différentes ». Jugeant « absurde d'imputer tout cela à l'“islam” » et de croire « que l'islam régit les sociétés islamiques dans le moindre détail, que dar al-islam a une identité fixe et unique, que la religion et l'État ne font qu'un dans les pays musulmans et ainsi de suite », il s'inquiétait des conséquences de cet aveuglement occidental. Et celle, notamment, de produire, dans une sorte de prophétie autoréalisatrice, « un “islam” résolument prêt à jouer le rôle que lui a instinctivement assigné l'Occident, soumis à l'orthodoxie dominante et en proie au désespoir ».

La sombre prédiction de Said s'est hélas réalisée, radicalisant, s'il en était encore besoin, les représentations occidentales dominantes des musulmans. Et ce qui se joue dans les crises égyptienne, syrienne, irakienne, etc., selon leur issue, c'est la confirmation ou le démenti de cette caricature où se nourrissent, en Orient comme en Occident, les crispations identitaires et xénophobes. Mais si notre impuissance est grande pour peser sur leur cours au lointain, notre responsabilité est en revanche immense sur son effet au plus proche, en France, pays d'Europe où vit la plus importante communauté musulmane dans la diverse acception de cet adjectif – l'origine, la culture, la religion – et dont l'islam est le premier des cultes minoritaires face au catholicisme, devant le judaïsme et le protestantisme.

S'attachant à la longue durée des musulmans en Europe, *Ces étrangers familiers* selon le titre de son essai, l'historienne Lucette Valensi nous a mis en garde. Et notamment contre les pièges d'un « fondement judéo-chrétien » de la civilisation européenne qui, d'un même mouvement, exclut ses autres composantes et fait opportunément oublier combien les chrétiens eux-mêmes se sont entre-tués au nom de la religion. « Lorsque certains attribuent à l'Europe un fondement chrétien, et lui assignent en même temps un rôle singulier dans le destin du monde, écrit-elle, d'autres civilisations sont mises à distance et, simultanément, ce rôle est refusé aux citoyens non chrétiens de l'Europe actuelle. Chrétiens sont les quartiers de noblesse des vrais Européens, les autres sont des hôtes et le resteront. »

Aussi démasque-t-elle cette « cooptation fallacieuse » qui embarque les juifs, après les avoir si longtemps persécutés, dans cette essentialisation d'une Europe qui exclut, en priorité, les musulmans mais met aussi à distance les descendants de Chinois, d'hindous ou d'Africains qui ne relèvent d'aucun monothéisme. « Pour paraître plus généreux, poursuit Lucette Valensi, ou peut-être parce qu'on a fini par ingérer la présence juive, ou encore parce qu'on se rappelle ici ou là avoir voulu la dégorger, on introduit un adjectif : la tradition européenne serait alors judéo-chrétienne. »

Mais, au regard de l'histoire, il s'agit là d'une fiction qui dissimule « une double opération » : d'une part, retrouver « l'illusion d'une vocation encore universelle » alors même que l'Europe ne donne plus seule le « la » du monde ; d'autre part, conforter « l'illusion de conserver une identité homogène, héritée d'un passé lointain, quand cette pureté séculaire n'est nullement vérifiée ».

Au bout du compte, conclut l'historienne, cette construction idéologique « consiste à ériger une frontière extérieure infranchissable, à exclure tout pays, toute nation qui ne partagerait pas ce passé chrétien ; et à tracer une frontière interne à l'intention des habitants de l'Europe qui ne seraient pas pleinement convertibles en citoyens européens parce que issus de ces parages d'outre-chrétiété ».

Cette opération nous mutile et nous trahit, promouvant une Europe oublieuse d'elle-même, de la diversité qui l'a façonnée et des exclusions qui l'ont blessée. Défendre le droit à la reconnaissance de l'islam européen, c'est au contraire être fidèle au meilleur de l'héritage européen, fait de diversité des langues, des religions et des origines, de liberté des individus et de tolérance des sociétés.

9.

« Pour la première fois, l'Autre devient réellement un problème interne à la culture européenne, un problème éthique concernant chacun de nous. »

Cette phrase est d'un journaliste européen, et pas n'importe lequel. D'un immense reporter qui sillonna le monde entier, dans une vie passée en voyages à la découverte généreuse des autres justement, autres hommes, autres peuples, autres cultures, notamment en Afrique. D'un citoyen polonais, né en 1932 et n'ayant pas oublié que sa terre fut choisie par les nazis comme territoire des camps d'extermination, marquée à jamais par l'assassinat d'hommes, de femmes et d'enfants parce qu'ils avaient le tort d'être nés autres – juifs, tziganes...

Le livre d'où je l'extrais s'intitule *Cet Autre*, et c'est un propos testamentaire, comme un legs aux générations futures. Ryszard Kapuściński l'a publié l'année qui a précédé sa mort, en janvier 2007, à Varsovie. Rassemblant plusieurs conférences, il y transforme son expérience professionnelle en réflexion politique. Le chemin toujours incertain du grand reportage, où « chaque rencontre avec l'Autre est une énigme, une inconnue, un mystère même », lui a notamment appris que « nous sommes responsables du voyage que nous effectuons ». Autrement dit que cet Autre, dont la rencontre nous surprend, nous dérange ou nous désoriente, dépend en définitive de nous. De notre approche, de notre regard, de notre curiosité. De notre « bienveillance à son égard », résume-t-il. De notre refus de céder « à cette indifférence qui crée un climat susceptible de mener à Auschwitz ».

« Arrête-toi ! Regarde ! », lance Kapuściński à son lecteur dans une évocation de la pensée du philosophe Emmanuel Levinas. « À côté de toi se trouve l'Autre. Va à sa rencontre. La rencontre est l'épreuve, l'expérience la plus importante. Regarde le visage que l'Autre te propose ! À travers ce visage, il te transmet sa propre personne, mieux encore il te rapproche de Dieu. » La froideur, l'insensibilité, l'ignorance qui amènent à négliger l'Autre sont autant de pas qui nous éloignent du bien, alors que la découverte de sa différence, « cette altérité qui est une richesse et une valeur », nous en rapproche.

Mais cette démarche ne va pas de soi, elle suppose un effort, « un don de soi et de l'héroïsme », va jusqu'à écrire Kapuściński. Car il nous faut penser contre nous-mêmes, nos habitudes, nos héritages, contre ces cinq siècles où l'Europe a dominé le monde, politiquement, économiquement, culturellement, nouant des relations avec l'Autre profondément asymétriques, dominatrices, paternalistes. Nous vivons ce retour à l'envoyeur où l'Autre s'invite définitivement au banquet du monde, alors même que notre continent, l'Europe, ne peut plus prétendre « y trôner à titre exclusif, à l'abri de toute menace, autocrate comme naguère ».

Tel est le grand défi qui nous attend, où nous sommes requis et où nous serons jugés, selon que nous traiterons l'Autre en frère ou en étranger. Cet Autre qui, dans nos sociétés, a pris figure de musulman. Cet Autre du sort duquel dépend notre relation au monde. Notre adversaire n'est autre que la peur, et c'est pourquoi il faut lui opposer le courage, un courage dont l'exemple redonne confiance – courage des principes, courage des audaces, courage des résistances, courage des hauteurs, courage des solidarités.

Hier comme aujourd'hui, la peur du monde est toujours au ressort des xénophobies et des racismes. Incapables de relever les défis du monde, de les comprendre et de les maîtriser, les gouvernants qui font

commerce de ces haines cherchent à survivre par la désignation de boucs émissaires de façon que se libère et s'épuise la peur qui les habite et les paralyse.

« C'est un homme qui a peur », écrivait dès 1946 Jean-Paul Sartre à propos de l'antisémite dans ses *Réflexions sur la question juive*. Mais ce portrait vaut aussi bien pour l'islamophobe, le négrophobe ou le romanophobe d'aujourd'hui : « C'est un homme qui a peur. Non des Juifs, certes : de lui-même, de sa conscience, de sa liberté, de ses instincts, de ses responsabilités, de la solitude, du changement, de la société et du monde ; de tout sauf des Juifs. [...] Le Juif n'est ici qu'un prétexte, ailleurs on se servira du nègre, ailleurs du Jaune. Son existence permet simplement à l'antisémite d'étouffer dans l'œuf ses angoisses en se persuadant que sa place a toujours été marquée dans le monde, qu'elle l'attendait et qu'il a, de tradition, le droit de l'occuper. L'antisémitisme, en un mot, c'est la peur devant la condition humaine. »

Les réflexions de Sartre avaient déjà débusqué ce qui est toujours le nœud du blocage français, et qu'il est bien temps de déverrouiller : le refus d'admettre l'Autre comme tel, le souci de l'assimiler à soi, cet universel abstrait qui n'admet le juif, le Noir, l'Arabe qu'à condition qu'il se dépouille de son histoire et de sa mémoire. Sartre brocardait ainsi ce faux ami des juifs, le « démocrate » qui, au juif, reproche « volontiers de se considérer comme juif » tandis que l'antisémite lui reproche plus radicalement « d'être juif ». « Il ne connaît ni le Juif, ni l'Arabe, ni le nègre, ni le bourgeois, ni l'ouvrier, ajoutait-il, mais seulement l'homme, en tout temps, en tout lieu pareil à lui-même », et c'est ainsi qu'il « manque le singulier : l'individu n'est pour lui qu'une somme de traits universels. Il s'ensuit que sa défense du Juif sauve le Juif en tant qu'homme et l'anéantit en tant que Juif. »

C'est précisément ce que vivent, depuis si longtemps, nos compatriotes musulmans qui, dans le même mouvement, sont assignés à leur origine et empêchés de la revendiquer. À la fois, ethnicisés et stigmatisés. Réduits à une identité univoque, où devraient s'effacer leur propre diversité et la pluralité de leurs appartenances, et rejetés dès qu'ils veulent l'assumer en se revendiquant comme tels.

Nous voici au cœur d'un défi français depuis trop longtemps en souffrance : apprendre enfin à penser à la fois l'universel et le singulier, la solidarité et la diversité, l'unité et la pluralité. Et, par conséquent, refuser résolument l'injonction néocoloniale d'assimilation qui entend contraindre une partie de nos compatriotes (de culture musulmane, d'origine arabe, de peau noire, etc.) à s'effacer pour se dissoudre, à se blanchir en somme. Bref, qui ne les accepte que s'ils disparaissent.

Le nœud qui, aujourd'hui, entrave la France et qu'il nous faut dénouer tous ensemble est cette nostalgie d'un modèle intégrateur qui fut certes formidablement efficace mais qui n'a fonctionné que dans un rapport dissymétrique, du fort au faible. C'était celui de cette « très grande France » assurée, par son empire colonial, d'un rapport au monde qu'elle pensait stable et durable, sinon immuable. Dominée et opprimée, reconnue ou célébrée, folklorisée dans tous les cas, la diversité y avait apparemment sa place. Mais, refusant les émancipations des égalités véritables, cette visibilité n'était qu'un bienfait de la puissance, qu'il s'agisse de la promotion assimilationniste ou de la solidarité fraternaliste. L'Autre n'était reconnu tel que selon le bon vouloir dominateur, et à la seule condition de s'y soumettre.

Depuis plus d'un demi-siècle que cette illusion s'est dissipée, dans la déchirure violente des guerres coloniales qu'elle enfanta, la France, du moins celle de ses élites politiques, économiques et académiques, n'arrive pas à assumer notre nation telle qu'elle est devenue, telle qu'elle vit et travaille, telle qu'elle grandit et s'épanouit. Plutôt que d'allumer des phares pour éclairer le futur qui s'y invente, ceux qui nous gouvernent ne regardent que dans le rétroviseur d'un passé révolu. Entendant le mot « multiculturalisme », qui n'est que le constat de la diversité française et de la richesse des relations qui s'y nouent, ils s'effraient d'un « communautarisme » supposé destructeur auquel ils opposent, avec un empressement affolé, le bouclier d'un laïcisme crispé, infidèle à la laïcité originelle.

S'opposer au coup par coup aux virulences et aux violences islamophobes, racistes, xénophobes ne suffira donc pas : il faut faire barrage d'un imaginaire concurrent, créateur et mobilisateur. Qui élève et libère. Cet imaginaire alternatif fut fort bien défini, toujours par Jean-Paul Sartre, dans cette vigoureuse interpellation de nos silences, oublis et aveuglements, que constituaient ses *Réflexions sur la question juive* écrites au lendemain de la catastrophe génocidaire.

« Ce que nous proposons, résumait le philosophe, est un libéralisme concret. Nous entendons par là que toutes les personnes qui collaborent, par leur travail, à la grandeur d'un pays, ont droit plénier de citoyen dans ce pays. Ce qui leur donne ce droit n'est pas la possession d'une problématique et abstraite "nature humaine", mais leur participation active à la vie de la société. Cela signifie donc que les Juifs, comme aussi bien les Arabes ou les Noirs, dès lors qu'ils sont solidaires de l'entreprise nationale, ont droit de regard sur cette entreprise ; ils sont citoyens. Mais ils ont ces droits à titre de Juifs, de Noirs, ou d'Arabes, c'est-à-dire comme personnes concrètes. »

Plus d'un demi-siècle a passé, et cet horizon de réconciliation avec nous-mêmes, notre peuple et sa diversité, est toujours au lointain : ce qui fut douloureusement et difficilement conquis par nos compatriotes juifs – être admis comme français *et* juifs –, par le détour nécessaire d'un réveil de mémoire et d'une vérité de l'histoire, reste à conquérir durablement pour nos compatriotes musulmans, arabes et noirs. Vérité de l'histoire, réconciliation des mémoires : qui ne voit combien ce chemin, assumé pour les Juifs de France, tarde à être emprunté avec clarté et détermination par nos dirigeants dès qu'il s'agit des autres blessures de notre histoire, nos aveuglements et crimes coloniaux, et des victimes qui en témoignent ?

Et le temps presse... Face à la triple crise – démocratique, économique, sociale – qui mine notre pays, une droite extrême a surgi, en renfort de l'extrême droite, qui a choisi, avec entêtement, d'emprunter une voie de division où la France est montée contre elle-même, dans une guerre des identités, des origines, des religions, etc. L'oligarchie qui, depuis une trentaine d'années, a pris ses aises dans la dérégulation et la financiarisation veut des pauvres (c'est-à-dire tout ce qui est moins riche qu'elle) qui la laissent tranquille en se faisant bataille les uns les autres, plutôt qu'en retrouvant ce qui les rassemble – leur condition sociale, leur situation salariale, leur habitat commun, leurs conditions de vie, etc.

C'est bien pourquoi la présidence de Nicolas Sarkozy n'a eu de cesse de répandre ce poison idéologique de l'inégalité des hommes et de la hiérarchie des cultures : du débat avorté sur une identité nationale au singulier jusqu'au discours de Grenoble visant les Français d'origine étrangère, en passant par l'éloge des civilisations supérieures, sans oublier des politiques migratoires de plus en plus répressives et injustes ni la stigmatisation, à travers les Roms européens, de tous ceux qui refusent d'être assignés à une identité ou un lieu unique.

Ce ne furent pas que des mots : une immense violence, qui n'est pas seulement symbolique, a ainsi été libérée. Or, loin de s'apaiser depuis l'alternance de 2012, elle a continué à s'étendre et croître par la faute d'un pouvoir lui-même habité par la peur de l'inconnu et de l'inédit, incapable de porter ce nouvel imaginaire dont nous avons tant besoin, de l'énoncer et de le défendre. Toutes celles et tous ceux qu'elle vise et désigne, à raison de leur origine, de leur apparence ou de leur religion, la vivent et la supportent, dans leur chair et dans leur âme. Allons-nous les laisser seuls, comme si c'était affaire de sensibilité individuelle et non pas de principes collectifs ? Allons-nous rester indifférents à la remontée, non plus à la périphérie du débat public mais en son centre, des idéologies meurtrières d'hier, cette barbarie nichée dans le délire pathologique de civilisations égarées ? Allons-nous rester silencieux ?

Dans *Causes communes*, un essai récent sur les solidarités nouées entre des Juifs et des Noirs autour de la conscience partagée des persécutions qui les visaient, la socioanthropologue Nicole Lapierre indique ce que pourrait être un sursaut véritable, celui d'un humanisme concret qui se refuse à uniformiser

ou banaliser : l'empathie, suggère-t-elle. L'empathie, c'est-à-dire « la capacité à prendre et à comprendre le point de vue d'autrui, à concevoir son expérience, sa pensée, ses sentiments, sans pour autant se fondre ni se confondre avec lui ». Cet humanisme concret, insiste-t-elle, qui « va à l'encontre de la vieille et détestable recette des pouvoirs incertains consistant à stigmatiser des populations ou à les dresser les unes contre les autres, pour faire diversion ou servir d'exutoire. Noirs contre Juifs, chrétiens contre musulmans, gens d'ici contre gens du voyage, ou d'autres encore, peu importent les protagonistes, dans ce dangereux jeu de dupes ».

Illustrant ce chemin d'élévation, elle cite le romancier André Schwarz-Bart, narrateur avec *Le Dernier des justes* de la persécution juive, puis avec *La Mulâtresse solitude* de la persécution noire, qui évoquait « le pouvoir qu'a le Moi de dire Tu ». Auquel fait écho l'œuvre-vie de Frantz Fanon, ce Martiniquais, ancien soldat de la France libre, qui épousa la cause de l'indépendance algérienne jusqu'à en tirer ce cri immense, *Les Damnés de la terre*, où se retrouvèrent tous les peuples du tiers monde luttant pour leur souveraineté retrouvée. Fanon qui s'engagea pour l'émancipation de ceux que la langue officielle nommait alors les « Français musulmans d'Algérie » mais qui combattait tout enfermement de l'homme dans son origine : « Il ne faut pas essayer de fixer l'homme puisque son destin est d'être lâché. » Fanon qui, avec prescience, mettait en garde contre la concurrence des victimes et la nécrose des mémoires, disant à la fois refuser d'être l'esclave de l'esclavage de ses ancêtres et vouloir relier toutes les discriminations entre elles – « Un antisémite est forcément négrophobe ».

Fanon, donc, qui, dans les dernières lignes de son premier livre, *Peau noire, Masques blancs*, lançait cette interpellation dont l'écho résonne encore dans notre présent : « Supériorité ? Infériorité ? Pourquoi tout simplement ne pas essayer de trouver l'autre, de sentir l'autre, de me révéler l'autre ? Ma liberté ne m'est-elle donc pas donnée pour édifier le monde du Toi ? » Et d'ajouter : « Qu'il me soit permis de découvrir et de vouloir l'homme, où qu'il se trouve. »

Tel est le chemin qu'il nous faut réemprunter, retrouver et réinventer.

10.

Notre empathie a trop longtemps fait défaut. Aux musulmans, aux Arabes, aux juifs, aux Noirs, aux Roms et aux Tziganes, etc. : à tous ceux qui, successivement ou en même temps, sont les victimes de cette idéologie barbare des civilisations supérieures contre des peuples maudits qui rôde de nouveau parmi nous. C'est dans l'espoir de rattraper ce retard que j'ai voulu lui opposer, ici, l'expérience du monde, du divers et du pluriel, qui a fait de nous des Français.

J'en suis un, parmi des millions d'autres, et je n'ai d'autre titre que celui-là pour justifier ce livre. Celui d'un Français qui ne se réduit pas à son origine. Né en Bretagne, de parents bretons, l'un élevé catholique, l'autre élevée protestante, je n'ai pas été baptisé. J'ai grandi outre-mer jusqu'à l'âge de dix-huit ans, loin de la France hexagonale, en Martinique puis en Algérie (après l'indépendance) qui sont, en vérité, mes vrais pays d'enfance et d'adolescence, mes patries de jeunesse.

J'ai donc été façonné par une diversité de cultures (bretonne, antillaise, créole, caraïbe, maghrébine, arabe, berbère, française, etc.) où se jouent diverses influences spirituelles (catholicisme, protestantisme, vaudou ou quimbois, islam, etc.) jusqu'à celle, d'un judaïsme diasporique, que m'a apportée la famille construite avec ma compagne, issue de l'immigration juive d'Europe centrale. Sans compter, évidemment, l'éducation républicaine transmise par des parents profondément attachés à l'école laïque.

Bref, je suis a-religieux, sans goût pour la transcendance mais sans obsession malade vis-à-vis de ceux pour qui elle importe. Et ceci d'autant moins que ma génération, celle qui est née après les catastrophes mondiales de la première moitié du ^{xx}e siècle, a appris que les civilisations qui se réclament de la raison, voire du refus de Dieu, peuvent aussi bien céder à la déraison collective jusqu'à commettre de redoutables folies criminelles.

Je suis donc seulement soucieux du royaume immédiat dont nous avons tous la charge, au présent, que l'on croie au ciel ou que l'on s'y refuse : ce monde commun qu'il nous revient de construire tous ensemble, et non pas de détruire en sombrant dans la guerre de tous contre tous. Ce monde si fragile et si incertain dont les divinités secrètes se nomment la beauté et la bonté. C'est en leur nom qu'il faut dire non à l'ombre qui approche, par la solidarité concrète avec celles et ceux qu'elle menace. Au premier chef desquels, nos compatriotes d'origine, de culture ou de croyance musulmanes.

Présentant en avril 1941, alors que la nuit était tombée sur l'Europe, le premier numéro de sa revue *Tropiques*, née à Fort-de-France, le poète Aimé Césaire écrivait ceci : « Où que nous regardons, l'ombre gagne. L'un après l'autre les foyers s'éteignent. Le cercle d'ombre se resserre parmi des cris d'hommes et des hurlements de fauves. Pourtant nous sommes de ceux qui disent non à l'ombre. Nous savons que le salut du monde dépend de nous aussi. Que la terre a besoin de n'importe lesquels d'entre ses fils. Les plus humbles. L'Ombre gagne... "Ah ! tout l'espoir n'est pas de trop pour regarder le siècle en face !" Les hommes de bonne volonté feront au monde une nouvelle lumière. »

Hommes et femmes de bonne volonté, qu'attendons-nous ?

Pour prolonger

Ce livre s'appuie sur le travail d'information et de réflexion mené par l'équipe de *Mediapart* (www.mediapart.fr), journal en ligne indépendant et participatif. Sur la question de l'islam et, plus généralement, des discriminations, du racisme et de la xénophobie, la lecture des articles de Carine Fouteau est indispensable (<http://www.mediapart.fr/biographie/28930>) tout comme celle de ceux de Marine Turchi sur ce qui concerne l'extrême droite (<http://www.mediapart.fr/biographie/26883>).

Ci-dessous, les références des ouvrages cités ou évoqués, ainsi que quelques suggestions de lectures complémentaires.

- Hannah ARENDT, *Les Origines du totalitarisme* (1951), Gallimard, coll. « Quarto », Paris, 2002.
- Jean BAUBÉROT, *Laïcité 1905-2005, entre passion et raison*, Seuil, Paris, 2004.
- Jean BAUBÉROT et Micheline MILOT, *Laïcités sans frontières*, Seuil, Paris, 2011.
- Jean BAUBÉROT, *La Laïcité falsifiée*, La Découverte, Paris, 2012.
- Aimé CÉSAIRE *et al.*, *Tropiques* (1941-1945), Jean-Michel Place, Paris, 1997.
- Aimé CÉSAIRE, *Discours sur le colonialisme* (1950), Présence Africaine, Paris, 1955.
- Youssef COURBAGE et Emmanuel TODD, *Le Rendez-vous des civilisations*, Seuil, coll. « La République des idées », Paris, 2007.
- Frantz FANON, *Peau noire, Masques blancs*, Seuil, Paris, 1952.
- Frantz FANON, *Les Damnés de la terre*, Maspero, Paris, 1961, La Découverte, Paris, 2004.
- Éric FASSIN, Carine FOUTEAU, Serge GUICHARD et Aurélie WINDELS, *Roms et riverains*, La Fabrique, Paris, 2014.
- Alain FINKIELKRAUT, *Le Juif imaginaire*, Seuil, Paris, 1980.
- Alain FINKIELKRAUT, *L'Identité malheureuse*, Stock, Paris, 2013.
- Michel FOUCAULT, « *Il faut défendre la société* » (1976), Gallimard-Seuil, Paris, 1997.
- Édouard GLISSANT, *Soleil de la conscience*, Falaize, Paris, 1956, Gallimard, Paris, 1997.
- Édouard GLISSANT, *La Cohée du Lamentin*, Gallimard, Paris, 2005.
- Édouard GLISSANT et Patrick CHAMOISEAU, *Quand les murs tombent. L'identité nationale hors-la-loi ?*, Galaade, Paris, 2007.
- Henri GUILLEMIN, *Silence aux pauvres !*, Arléa, Paris, 1989.
- Henri GUILLEMIN, *Zola, légende et vérité*, Utovie, Bats, 2000.
- Henri GUILLEMIN, *L'Arrière-pensée de Jaurès*, Utovie, Bats, 2013.
- Stéphane HESSEL et Edgar MORIN, *Le Chemin de l'espérance*, Fayard, Paris, 2011.
- Valérie IGOUNET, *Le Front national*, Seuil, Paris, 2014.
- Jean JAURÈS, *Rallumer tous les soleils*, textes réunis par Jean-Pierre Rioux, Omnibus, Paris, 2006.
- Richard KAPUŚCIŃSKI, *Cet Autre*, Plon, Paris, 2009.
- Nicole LAPIERRE, *Causes communes. Des Juifs et des Noirs*, Stock, coll. « Un ordre d'idées », Paris, 2011.

- Raphaël LIOGIER, *Le Mythe de l'islamisation. Essai sur une obsession collective*, Seuil, Paris, 2012.
- Karl MARX, *L'Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel*, Ellipses, Paris, 2000.
- MONTAIGNE, *Les Essais*, Gallimard, coll. « Pléiade », Paris, 2007.
- Edgar MORIN, *La Voie*, Fayard, Paris, 2011.
- Edgar MORIN et Tariq RAMADAN, *Au péril des idées*, Presses du Châtelet, Paris, 2014.
- Edwy PLENEL, *La Découverte du monde*, Stock, Paris, 2002.
- Edwy PLENEL, *Dire non*, Don Quichotte, Paris, 2014.
- Edward W. SAID, *L'Islam dans les médias*, Actes Sud, « Sindbad », Paris, 2011.
- Jean-Paul SARTRE, *Réflexions sur la question juive* (1946), Gallimard, Paris, 1985.
- Carl SCHMITT, *Théologie politique*, Gallimard, Paris, 1988.
- André SCHWARTZ-BART, *Le Dernier des Justes*, Seuil, Paris, 1959.
- André SCHWARTZ-BART, *La Mulâtresse Solitude*, Seuil, Paris, 1972.
- Georg SIMMEL, *Les Pauvres*, PUF, Paris, 1998.
- Pierre TEVANIAN, *La Haine de la religion*, La Découverte, Paris, 2013.
- Enzo TRAVERSO, *La Violence nazie. Une généalogie européenne*, La Fabrique, Paris, 2003.
- Lucette VALENSI, *Ces étrangers familiers. Musulmans en Europe (XVI^e -XVIII^e siècles)*, Payot, Paris, 2012.
- Émile ZOLA, *L'Affaire Dreyfus*, Le Livre de Poche, Paris, 2010.